

Tribune socialiste

N° 384 / 10 Octobre 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Collombert

L'autre face du capitalisme

Pierre Belleville

La mort de la F.G.D.S.

Lucien Saintonge

Résolutions du Comité Politique National du PSU

Les Russes à Prague Un signe de faiblesse

Vittorio Foa

La C.G.T. reprend l'initiative

André Barjonet

Développer le courant socialiste

Michel Rocard

Un parti radical qui fuit la F.G.D.S. pour retourner aux alliances centristes ; une S.F.I.O. qui voudrait donner l'impression de faire mieux sans rien changer d'essentiel à ses habitudes et à ses structures ; une Convention hésitante et divisée qui avance tous freins serrés vers une fusion avec un interlocuteur qu'elle ne nomme pas dans sa résolution finale, fusion à laquelle elle met des conditions que l'interlocuteur ne peut accepter ; un parti communiste écartelé entre les hom-

mes qui approuvent l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, ceux qui la condamnent en bloc et demandent le retrait des troupes russes sans condition, et ceux qui s'accrochent désespérément à l'idée que la situation est régie par un accord équitable entre libres négociateurs ; enfin, des organisations révolutionnaires faibles, en violent conflit les unes avec les autres, et profondément entravées dans leur travail politique par la dissolution.

Tel est l'état de la gauche fran-

çaise. Il nous crée, à nous membres du Parti Socialiste Unifié, de redoutables devoirs, que l'augmentation importante des effectifs et de l'influence du Parti lui interdit d'élu-

der. L'homogénéité retrouvée du PSU doit lui permettre d'y faire face. C'est en effet par 34 voix contre 3 que fut décidée notre stratégie électorale ; les quatre jours de délibération du Comité Politique National

(suite page 3)

□ **Humanæ vitæ : un guide de conduite sans usage**

Jusqu'alors les catholiques s'adressaient mutuellement les encycliques : *Populorum progressio* pour les uns secouaient les peuples riches, tandis que les autres voyaient en elle « une nouvelle doctrine sociale du Vatican à l'usage des peuples du tiers monde ». (*Le Figaro*.)

En écrivant *Humanæ vitæ*, Paul VI ne pouvait que soulever les passions : la conception, la contraception touchent chacun, qu'il soit d'un pays développé ou sous-développé. Mais discuter « pilule ou pas pilule » serait détourner le problème confirmé au sein de l'Eglise par cette dernière encyclique.

L'argumentation contre l'encyclique révèle une divergence profonde sur le rôle de l'Eglise et de son chef :

— le pape aborde un problème qui doit être laissé à la libre conscience des individus ;

— le pape pour répondre aux questions posées fait appel à l'autorité du *Magistere* (« en vertu du mandat que le Christ nous a confié »).

En France, à la lumière du mois de mai, on a tout de suite trouvé des noms : les contestataires, les révolutionnaires s'élevaient contre l'Autorité. C'est vrai, mais la contestation existait avant l'encyclique. *Humanæ vitæ* a permis de durcir des positions qui, dans les termes où elles sont posées, ont des allures de schisme.

Aux U.S.A. où le malaise était déjà grand, les évêques parlaient en janvier d'une « crise d'obéissance » — l'encyclique a creusé davantage le fossé entre la hiérarchie d'une part et le clergé et de nombreux fidèles d'autre part. Une enquête, rapportée par le *Herald Tribune*, montre que sur 100 catholiques interrogés, 54 sont contre l'encyclique, et, ce qui situe le problème, la principale cause de l'opposition invoque la libre conscience des personnes. Tandis que les catholiques qui se prononcent pour l'encyclique estiment devoir se soumettre à l'autorité du pape en tant que chef de l'Eglise.

Le second argument contre l'encyclique est la surpopulation du monde, auquel une contraception généralisée remédierait. Cette position rallie au contraire les évêques latino-américains à l'encyclique, pour la raison essentielle que l'impérialisme américain est un grand pourvoyeur de plans de contraception (cela revient moins cher que l'aide économique !).

En Europe les réactions à l'encyclique ont parfois été violentes. En Grande-Bretagne, des bagarres ont éclaté à plusieurs reprises entre partisans et adversaires de l'encyclique, tandis que la hiérarchie elle-même demeure très divisée. Des sanctions à l'égard de certains prêtres ont été prises.

En Hollande, le père Schillebeeckx, théologien de l'épiscopat, qui a exprimé son désaccord avec l'encyclique, est suspecté d'hérésie par la Congrégation pour la doctrine de la foi (dépendant de Rome).

En France comme partout, la presse s'est emparée du problème avec complaisance. La grivoiserie, la réaction et la vertu y ont trouvé leur compte. Cependant, certains catholiques ont reçu une claque : l'évolution d'une minorité (agissante) d'entre eux s'était notamment exprimée lors des conférences du carême du Père Carbonnel sur *l'Eglise et la Révolution* et dans son livre *Dieu est mort en Jésus-Christ*. Au mois de mai, le C.A.R.E. (Comité d'action pour la révolution dans l'Eglise) avait été créé. L'un et l'autre expriment le besoin de lier la foi à une vie temporelle dont l'un des moteurs est la contestation de la société capitaliste, et donc d'une de ses caractéristiques : l'autorité. C'est à cette période que le pape écrit l'encyclique, qui de plus s'oppose aux travaux de la commission d'étude créée par Jean XXIII. Le problème de l'autorité est donc doublement en cause. En réponse à la stupeur, au désarroi et même à la colère, l'évêque de Strasbourg entre autres, tente sur la demande expresse de Paul VI, de présenter les aspects progressistes de l'encyclique, et d'en atténuer l'aspect impératif. Mais les remous sont loin d'être apaisés.

La contraception est un phénomène irréversible. Les catholiques qui l'appliquaient déjà ne feront pas machine arrière à cause de l'encyclique. Cela pose dans les faits un refus de l'Eglise et de son chef en tant que guides temporels et spirituels. *L'Osservatore Romano* écrit au sujet des « contestataires » : « ceux qui paraissent si pressés de voir l'Eglise se réformer ont devant eux un champ d'action tout trouvé : la réforme d'eux-mêmes. » Les tenants d'une Eglise révolutionnaire refusent de ramener à un problème moral et individuel ce qui relève d'une conception globale de la société : l'homme doit se passer de guide et prendre en charge tant sa propre vie que la vie collective.

Un corps vieux de vingt siècles, étroitement lié à la civilisation qui a produit le capitalisme, le leur permettra-t-il ?

Michèle DESCOLONGES

□ **Répression quotidienne**

Jeu 3 octobre - 20 heures - Les inspecteurs du commissariat d'Angers appréhendent dans différents quartiers de la ville cinq jeunes gens. Ils ne présentent pas de mandat d'arrêt ; il ne s'agit que d'une « petite vérification de cinq minutes ».

Jeu 4 - 23 heures - Conduits en cellules dès leur arrivée au commissariat, les cinq jeunes gens sont in-

terrogés une partie de la nuit. Membres d'un groupe anarchiste, ils avaient confectionné et placardé des affiches portant ces slogans : « quand on est con, on est con ; quand on est encore plus con, on est militaire ». « Jeunes, votre avenir a 80 ans, un képi et plus de prostate. » Dès lors, ils se virent menacer d'inculpation pour offense au chef de l'Etat et atteinte au moral de l'armée.

Vendredi 4 octobre. Nouvel interrogatoire. Les inspecteurs tentent d'obtenir leurs aveux pour participation à reconstitution de mouvements dissous, constitution de groupe armé révolutionnaire, liaisons avec l'étranger, etc. Malheureusement, aucune preuve ne put être établie ! Entendus par le Procureur de la République, nos cinq camarades se voient notifier une prolongation de garde à vue de 24 heures. Ils sont autorisés à contacter par écrit leur avocat mais le commissaire, responsable de l'enquête, leur en interdit la réalisation pratique.

Pendant ce temps, des perquisitions sont opérées au domicile des « détenus » dans des conditions de scandale, hélas habituelles dans ce genre d'opérations. L'inspecteur Diaz notamment se distingue au magasin de l'un des membres du groupe : injures envers les clients, interdiction à la gérante de donner le biberon à son bébé pendant deux heures sous prétexte d'avoir à répondre à ses questions, menaces d'incarcération, etc. Malheureusement, aucun document ne peut-être découvert !

Samedi 5 octobre. Les cinq anarchistes sont toujours détenus. Ils seront relâchés tard dans la soirée. Ils ont eu droit, depuis jeudi soir, à deux sandwiches chacun ; aucune boisson pendant 48 heures ; deux couvertures pour cinq personnes. Ainsi va la vie quotidienne sous le régime de ce bon Monsieur Marcellin ! □

□ **L'hôpital public : le paria**

Nous avons reçu divers textes à l'occasion de la « Journée d'étude » organisée en avril dernier par la « Commission nationale santé » du P.S.U. sur la réforme hospitalière préparée par M. Jeanneney.

Il ne nous semble pas inutile de commencer à les publier au moment où l'on parle beaucoup de réorganisation de l'enseignement médical, tant sont intimement liés les problèmes d'une pédagogie médicale renouée et ceux d'une organisation hospitalière rationnelle.

Jusqu'ici les journaux dans leur grande majorité ne se sont intéressés aux problèmes hospitaliers que pour parler d'une manière superficielle de l'insuffisance (réelle) des constructions neuves, « faire » dans la sentimentalité en pleurant sur les salles communes, sur les infirmières, etc.

Peut-on espérer qu'à l'occasion de ce projet de loi, des études sérieuses

Tribune Socialiste

**Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié**

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Rédaction
81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

**Publicité générale au Siège
de l'administration**

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

Ce numéro est tiré à :
28.950 exemplaires

MORIAME - PARIS 1968

seront faites sur l'hôpital d'aujourd'hui, sa place dans l'organisation sanitaire du pays, ses problèmes, difficultés, insuffisances...

Quelques lignes directrices :

— Pourquoi l'opinion publique — y compris à « gauche » est-elle encore méfiante sinon hostile, à l'égard de l'Hôpital public et réserve-t-elle ses faveurs au secteur privé et capitaliste représenté par les cliniques...

— Quelle est la part de responsabilité du corps médical dans son ensemble dans cette situation ?

— En province où la concurrence hôpital public-clinique privée est très vive et sensible, les médecins à temps partiel des hôpitaux, ne contribuent-ils pas à la désaffection du public à l'égard de l'hôpital (en ne consacrant que très peu de temps à leur service hospitalier et le meilleur d'eux-mêmes à leur clinique).

— Pourquoi la Sécurité sociale rembourse-t-elle des tarifs d'honoraires trois ou quatre fois plus élevés en clinique qu'à l'hôpital ? (ceci incite encore les médecins à « approvisionner » les cliniques et aussi les chirurgiens à manier le bistouri plus que de nécessité !).

— Le 5^e plan d'Équipement sanitaire ne sera pas réalisé en totalité, loin s'en faut (au mieux aux 2/3). Pourquoi cette insuffisance de crédits, donc de constructions...

Ceci n'est-il pas voulu pour favoriser le secteur privé à qui l'on accorde généreusement les autorisations de construire des lits nouveaux (censés suppléer les lits publics défaillants !...).

— Cette politique ne rappelle-t-elle à personne, celle suivie depuis les lois de 1951-59 en matière scolaire : l'exploitation de la santé s'avère une opération des plus rentables et sans justification morale, alors qu'en matière d'enseignement, seuls les arguments moraux étaient en jeu. □

□ Développer le courant socialiste

(Suite de la page 1)

d'août n'ont fait apparaître aucun clivage fondamental dans le Parti. Enfin, c'est à l'unanimité moins une voix que le Comité Politique National vient de prendre une initiative importante pour le renforcement du courant socialiste. Cet accord complet montre bien que cette décision correspond à l'orientation générale du Parti, et doit en assurer l'application concordante à travers toute la France.

Dans sa déclaration sur les données nouvelles de la lutte socialiste, le C.P.N. constate qu'une des raisons de l'échec du mouvement de mai est l'insuffisante conscience qu'avaient les étudiants et les travailleurs en grève des rapports de leur lutte avec le problème du pouvoir, tant dans l'université ou l'entreprise, qu'au niveau du pouvoir politique central. C'est pour cette raison que les seuls problèmes réellement résolus dans les accords de Grenelle sont ceux des revendications quantitatives et non ceux qui touchaient à l'organisation du pouvoir à la base de la société ; c'est pour cette raison aussi que la pression du mouvement de mai ne fut pas assez forte pour obliger les directions politiques de la gauche à proposer une solution gouvernementale qui prenne effectivement en charge les objectifs du mouvement.

La vraie question de la reconstruction du courant socialiste est là. Aucune transformation de structures, aucune réforme statutaire ne peut rien au fait que la base du pays n'a plus confiance dans ses directions politiques, et qu'elle n'est pas assez convaincue de la valeur des solutions socialistes, au niveau de la vie quotidienne, pour lutter efficacement en leur faveur.

Dans ces conditions, il nous semble que poser le problème de la gauche socialiste en termes de structures est une démarche erronée.

Or, une autre démarche est possible. Un très grand nombre d'hommes, isolés ou appartenant à des organisations très diverses, sont en fait d'accord sur quelques principes fondamentaux : — les sociétés capitalistes développées ne connaissent plus de crises économiques profondes. Elles ont cependant toujours leurs contradictions propres. De plus, leur culture de classe et leur forme et organisation bureaucratique sont ressenties comme offensives, — l'action socialiste peut aujourd'hui appuyer sur ses formes nouvelles d'oppression. Pour ce faire, elle ne doit pas se limiter à l'action parlementaire, mais s'insérer dans toutes les luttes sociales, — cette action socialiste doit s'organiser en fonction d'une stratégie

adaptée aux pays développés, et dans des formes nouvelles. Cela est nécessaire pour permettre de lier l'action politique d'ensemble et les luttes décentralisées mais décisives que livrent dans les secteurs de la production, de l'université, de l'information et de la culture des forces sociales dont la prise de conscience s'est manifestée dans le sursaut de mai.

Ces principes suffisent à orienter le combat politique. Car l'important est aujourd'hui que la crise des organisations ne laisse pas le terrain ouvert au régime et le mouvement socialiste sans défense.

La solution s'impose alors. Il faut choisir quelques terrains sur lesquels la lutte est urgente, et proposer de la mener, à tous ceux qui en ressentent la nécessité.

Dans les entreprises, la politique de répression que pratique le patronat appelle une contre offensive puissante, en même temps qu'il est nécessaire de limiter l'arbitraire patronal en imposant le contrôle des travailleurs sur leurs conditions de vie et de travail.

À l'université, la lutte pour l'ouverture sur le monde du travail se réduit pour le moment à un appel d'offres au patronat. Il n'en sera autrement que si le mouvement étudiant est appuyé dans son effort par des éléments importants du mouvement syndical.

Enfin, la lutte pour des structures régionales démocratiques doit empêcher le gaullisme d'imposer ses solutions technocratiques. La région est un des niveaux où se déroulent aujourd'hui les conflits sociaux de toutes natures. C'est pour leur donner leur plein développement qu'il faut imposer des solutions démocratiques.

Tous les militants, toutes les organisations, qui ont en commun les quelques principes énoncés ci-dessus, doivent se mettre d'accord, au niveau de chaque ville, de chaque département, et du pays tout entier, sur les modalités de campagnes d'action communes. Des comités spécialisés, ouverts à tous les militants comme aux organisations, y suffiront. Mais la conduite même de la lutte amènera tous ceux qui y participent à en discuter les perspectives. Ainsi naîtra, à travers tout le pays, le vaste débat nécessaire à la définition politique et théorique des orientations du courant socialiste. Il sera temps alors, mais alors seulement, de parler structures. L'esprit juridique et constitutionnaliste des Français a fait jusqu'ici

assez de dégâts pour que le courant socialiste aujourd'hui sache s'en débarrasser.

À qui s'adresser pour mener ces luttes communes ? La réponse est simple, bien qu'il ne puisse y avoir de liste exhaustive. Tous ceux et toutes celles qui se sont sentis concernés par les espérances du mouvement de mai et quelque éloignés qu'ils aient pu être les uns des autres, ont vocation à poursuivre ensemble le combat commencé, même s'il change de nature et de rythme. Comme ils sont épars, il y en aura toujours d'oubliés : les comités de lutte doivent rester ouverts.

Un premier problème se présente, celui des organisations syndicales. Il est clair que la lutte les concerne, il est clair aussi que le débat politique ne les concerne pas moins : nul ne peut songer à construire le mouvement socialiste sans tenir compte de leurs orientations. Au niveau confédéral, seule la C.F.D.T., et dans une certaine mesure la F.E.N. ont semblé partager certains des objectifs du mouvement. Au niveau des Fédérations des U.D., des sections, la liste est beaucoup plus longue.

Un deuxième problème concerne les organisations dissoutes. Leurs militants sont toujours présents dans la lutte. Leur place y est donc acquise, s'ils veulent la mener en commun.

Un troisième problème concerne les organisations membres de la F.G.D.S. Nous n'aurons pas ici d'analyse bureaucratique. Notre appel s'adresse à tous ceux qui veulent l'entendre, en respectant leur liberté. Bon nombre de clubs se sont trouvés de plein pied dans le mouvement, la S.F.I.O. n'y fut point. Les réactions de la Convention des Institutions Républicaines n'ont pas été homogènes. On lit cependant dans la résolution qu'elle vient de voter... « L'objectif des luttes ne concerne pas seulement une appropriation des moyens de production, mais aussi les pouvoirs de gestion, de contrôle et de décision. »

...« Pour que l'homme devienne un producteur, un étudiant, un consommateur, un citoyen responsable, il faut notamment qu'il accède au pouvoir dans les entreprises, dans les universités, comme dans les collectivités, à tous les niveaux. »

...« Dans une France gaulliste, où le capital exerce, à tous les niveaux et quotidiennement, une violence aux formes multiples, et où tous les pouvoirs sont monopolisés par le régime, le passage au socialisme ne saurait se résumer dans le choix de la seule voie parlementaire. »

Je ne sais si ce langage est ce que François Mitterrand appelle du galimatias. Je sais en tous cas qu'il est assez proche du notre pour qu'il

nous soit possible de lutter ensemble pour les mêmes objectifs. Pourquoi faut-il alors que François Mitterrand se soit permis, à l'égard des organisations syndicales, à l'égard du mouvement étudiant, et à l'égard du P.S.U., des analyses désespérément superficielles et parfois des contre-vérités flagrantes ? Mais peu importe le discours, la résolution pèse d'un poids plus lourd en matière d'engagement collectif. La Convention peut, si elle le veut, s'engager dans le vaste courant socialiste dont les éléments sont déjà constitués.

Pour que les choses soient claires, que nul n'ait peur de l'ombre de l'autre, et que soient étouffées les préoccupations d'appareil, c'est d'un commun accord qu'il nous faudra engager ces combats. La chose est possible tant à la base qu'au sommet. Ce sera l'objet des démarches que vont entreprendre la direction nationale et les directions fédérales du P.S.U., que de chercher inlassablement les accords possibles avec qui le souhaite pour engager le combat concret contre le gaullisme sans attendre que soient sorties du néant des structures miracles.

Une seule chose n'est pas possible, c'est d'agir comme si la S.F.I.O. et le Parti Communiste n'avaient pas délibérément fait obstacle à un mouvement populaire dont les composantes annonçaient le socialisme libre nécessaire à la France et à l'Europe. Le mouvement socialiste doit se renforcer beaucoup et de manière autonome avant de pouvoir enfin imposer à ces deux formations les conditions qui rendront possible la mise en place en France d'un régime de transition vers le socialisme.

Telles sont les décisions qu'a prises le Comité Politique National du Parti Socialiste Unifié. Elles nous paraissent aujourd'hui les seules capables de rendre confiance aux socialistes de ce pays en leur permettant de mener ensemble des luttes précises et efficaces. La victoire est au bout de la route. L'important est de se mettre en route. □

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE
DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,
PARIS-15^e

□ C. I. R.

La mort de la F.G.D.S.

Lucien Saintonge

Cette fois, cela semble décidé. Un nouveau parti démocrate-socialiste verra le jour en 1969. Les Conventionnels, sans doute lassés de jouer les Sœur Anne qui ne voient rien venir ont résolu de mettre leur partenaire au pied du mur. Ils l'ont fait au cours de leurs XI^e assises nationales qui se sont tenues les 5 et 6 octobre à Levallois-Perret. Si la S.F.I.O. ne veut pas se joindre à eux pour créer un parti réellement nouveau, ils le feront seuls, en partant de la base. Quant aux radicaux, ils semblent définitivement abandonnés à leur triste sort, du moins par les militants, car les membres de la direction sont beaucoup plus nuancés.

Cette XI^e session fut marquée par deux interventions importantes, celles de Marc Paillet et de François Mitterrand, et par l'initiative prise par notre parti pour donner un nouveau départ à la gauche socialiste, dans le sens du mouvement de mai.

Les problèmes idéologiques

La démarche de Marc Paillet va tout à fait dans ce sens. Pour lui, si la F.G.D.S. fut totalement absente en mai et juin, ce n'est pas en raison d'une mauvaise organisation, mais parce qu'elle a manqué d'imagination et, surtout, d'une idéologie cohérente pour guider son action. En effet, le parti n'est qu'un instrument qui permet de diffuser des idées et de mener une action.

Partant de là, Paillet analyse un certain nombre de problèmes qui se posent à la gauche socialiste : transformation du régime de propriété, des moyens de production et d'échanges, structures institutionnelles, gestion des entreprises, voies de passage au socialisme, etc., le tout à la lumière des expériences socialistes déjà réalisées dans le monde. Les réponses qu'il apporte sont parfois contestables, souvent discutables, mais ont le mérite d'ouvrir la voie au dialogue et à la réflexion.

Cette intervention fut fort appréciée des congressistes et Marc Paillet fut le seul à être élu à l'unanimité au groupe permanent, organe suprême de la Convention. Cependant, on peut être sceptique sur cette belle unanimité, car, selon les termes d'un jeune orateur, il est à craindre que cette réflexion serve simplement à écrire de belles phrases de référence en tête du préambule des statuts du nouveau parti. En effet, la préoccupation majeure de la plupart des très nombreux orateurs (plus de 50) sembla plutôt être d'éviter que la jeune

Convention ne soit avalée par la vieille S.F.I.O. dans le nouveau parti.

Les « adieux » de Mitterrand

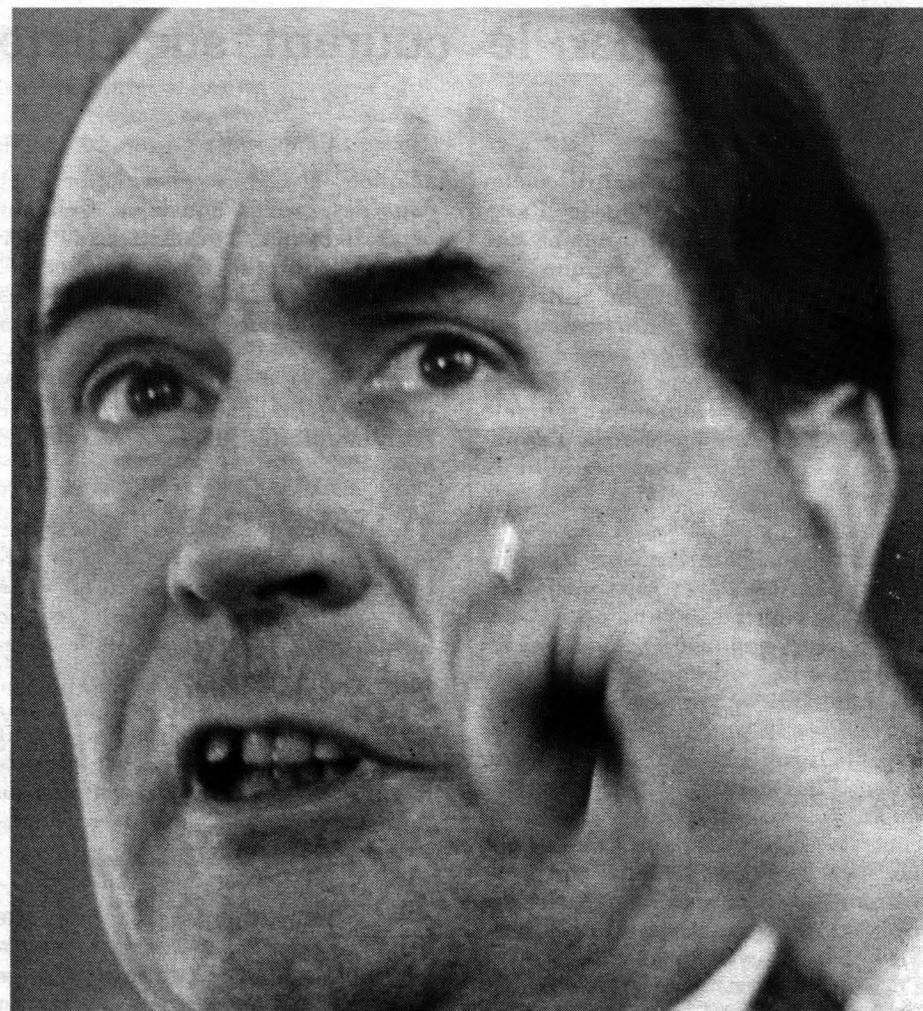
Mais l'intervention attendue était celle de François Mitterrand qui devait annoncer sa retraite (provisoire) du devant de la scène politique. Placé dans une situation difficile par la défaite électorale de la F.G.D.S. et par les nombreuses critiques dont il avait été l'objet de la part de ses propres militants, il dut faire preuve d'une grande habileté pour conserver la majorité de son auditoire. Mais il fit, également, la preuve qu'il était resté étranger au mouvement de mai. En effet, pour lui, si la F.G.D.S. a été battue aux élections, c'est tout simplement parce que les responsables étudiants ont dévoyé le mouvement en essayant de le confisquer à leur profit...

Contrairement à Paillet qui rejette la voie parlementaire comme voie de passage obligatoire au socialisme, toute l'analyse de Mitterrand repose sur les élections. La gauche représente, aujourd'hui, 45 % des suffrages. Le jour où elle en aura plus de 50 %, le problème du passage au socialisme sera, pratiquement, résolu. Quant aux Conventionnels, s'ils n'ont eu que deux élus, c'est la faute... au P.S.U. qui n'a présenté des candidats dans de nombreuses circonscriptions que pour barrer la route aux Conventionnels. Ainsi, tout est simple et clair. Ayant condamné violemment le mouvement de mai, et s'étant justifié à bon compte, Mitterrand peut passer aux choses sérieuses : la création du nouveau parti dans lequel il ne veut être qu'un militant de base veillant à la pureté doctrinale.

Démocratie interne...

L'ex-leader ayant été applaudi, la commission des résolutions se réunit pour élaborer le texte définitif. Mais, comme le souligna un orateur, on eut souvent l'impression que le Congrès avait été « manipulé ». En effet, le travail en commission fut bref, par rapport aux débats en assemblée générale qui n'apportèrent pas grand chose de positif. En outre, on peut s'étonner de la méthode qui veut que l'élection des membres du « groupe permanent » se fasse avant la fin des débats, si bien que l'on ne sait pas exactement suivant quels critères les délégués se prononcent, puisqu'ils ne connaissent pas encore l'orientation des divers candidats.

Cependant, on peut noter un réel effort de renouvellement des cadres,



En colère et à la base.

Collombert

puisque sur 60 élus, 45 sont de nouveaux promus. Quant à François Mitterrand, il ne fut pas plébiscité, mais simplement élu en cinquième position.

Le texte établi par la commission reprend à peu près les idées exposées par Claude Estier dans son rapport introductif : le nouveau parti doit naître dès le début de 1969 ; il ne peut s'agir d'une simple fusion, mais de la création d'un parti nouveau, ce qui implique une dissolution des anciens appareils ; enfin, les structures d'accueil à la base doivent être diversifiées afin d'attirer les nouveaux adhérents.

Une fausse unanimité ?

Si ce texte fut adopté à l'unanimité, les débats du Congrès avaient bien montré que des courants divergents et, parfois même contradictoires, existaient à la Convention.

La majorité des délégués a accepté ce projet sans grand enthousiasme. Chacun se félicite de la mort de la F.G.D.S., mais beaucoup restent sceptiques quant à une collaboration avec les restes de la S.F.I.O. Pour plusieurs orateurs, jeunes en général, le mouvement de mai a marqué un tournant. Ils estiment que le débat devrait être engagé avec les participants à ce mouvement avant de s'engager dans une entreprise qui ne leur paraît être qu'un replâtrage

de la vieille social-démocratie. Ces délégués furent particulièrement sensibles aux propositions du P.S.U. pour l'ouverture d'un dialogue, alors qu'une grande partie de l'assistance parut assez réservée. Quant à la direction de la C.I.R., elle fit tout pour que le débat ne s'engage pas sur ce thème.

La parole à la S.F.I.O.

En fait, rien n'est réglé et les courants qui traversent la Convention montrent qu'une redistribution des forces au sein de la gauche ne peut manquer de se produire dans les mois à venir.

La S.F.I.O. dira le mois prochain si elle accepte les conditions posées par la Convention à la création du nouveau parti. Si oui, ce parti saura-t-il se montrer assez attractif sur les plans idéologique et militant pour les étudiants et les travailleurs inorganisés ayant participé au mouvement de mai ? Se placera-t-il dans le sens de l'alternative socialiste au régime gaulliste ? Et s'il ne se crée pas, que feront les conventionnels ? Créeront-ils seuls ce nouveau parti, ou bien, comme certains l'ont proposé, rejoindront-ils le courant de l'alternative socialiste ? Autant de questions qui restent posées et dont les réponses permettront, peut-être, d'améliorer les conditions de la lutte socialiste dans notre pays. □

C. P. N.

Données nouvelles de la lutte socialiste

Le mouvement de mai a montré que la société capitaliste n'est pas seulement fragile du fait de ses impuissances et de ses crises. Elle l'est aussi du fait des aliénations qu'elle développe : projet technocratique, culture de classe et organisation bureaucratique. Le mouvement, par son caractère révolutionnaire, a montré également la profondeur jusqu'ici sous-estimée de la crise provoquée dans une société économiquement avancée par l'ensemble de ces contradictions.

Les acquis du mouvement comme ses échecs apportent d'autres enseignements.

L'absence d'une stratégie commune et des moyens de la définir n'a pas permis de poser correctement le problème du Pouvoir.

Seule une large connaissance de l'intention socialiste globale et une adhésion claire au type de rapports que les socialistes entendent créer entre les hommes dans les domaines de la production, de la culture et de la vie quotidienne auraient pu convaincre les travailleurs de donner à la grève générale toute sa signification politique. L'absence d'un projet concret sur la société à faire n'a pas permis que se constitue la force cohérente seule capable de préciser les

objectifs menant à la victoire. La réponse à toutes ces carences est aujourd'hui une tâche essentielle pour le mouvement socialiste, c'est-à-dire pour toutes les organisations qui le composent.

L'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie rend cette tâche encore plus urgente, en confirmant de manière éclatante que le modèle de société soviétique ne peut inspirer la recherche d'une voie vers le socialisme pour les pays développés.

La lutte pour la transformation socialiste exige donc :

— une analyse des contradictions propres aux pays capitalistes développés, des formes qu'y prend l'aliénation, et des conditions dans lesquelles cette situation provoque une volonté de transformation politique et sociale ;

— la reconnaissance du fait que cette action socialiste doit être menée aussi bien sur le terrain parlementaire qu'extra parlementaire, et en premier lieu dans le domaine des luttes sociales ;

Renforcer le courant socialiste

Le Comité politique national du Parti Socialiste Unifié considère que les données nouvelles de la lutte socialiste sont ressenties clairement aujourd'hui dans les milieux les plus divers comme au sein de toutes les organisations politiques et syndicales qui ont partagé les objectifs du mouvement de mai.

Il considère de ce fait que la délibération nécessaire pour définir plus précisément les objectifs et les formes de la lutte socialiste ne doit en aucune manière être enfermée dans le cadre restrictif de chacune des organisations.

Il considère enfin que ce travail d'élaboration politique doit s'appuyer sur l'action militante et s'enrichir de l'expérience de tous les courants.

Pour cette raison, le Comité politique national donne au Bureau National comme à toutes les Fédérations du Parti mandat de prendre, à leurs niveaux respectifs, tous les contacts souhaitables avec les formations existantes de la gauche socialiste et communiste qui ont partagé les objectifs du mouvement de mai, avec les formations issues de ce mouvement, et avec les organisations syndicales qui y seraient prêtes.

Le fait de poser le problème du renforcement du mouvement socialiste uniquement sous l'angle structurel a pour inconvénients de renforcer les préoccupations d'appareil et d'ignorer un certain nombre de forces qui se sont manifestées en mai. Pour cette raison, les contacts que prendront les organismes responsables du P.S.U., tant au niveau régional ou local que national, auront pour objet de suggérer à nos interlocuteurs :

1° que le meilleur moyen de renforcer le courant socialiste actuellement n'est pas de poser en préalable le problème de son organisation, mais de lui faire conduire des luttes précises,

2° que le fait de mener ensemble des luttes concrètes est le meilleur support possible pour le débat à mener à travers tout le pays sur les transformations socialistes nécessaires à la France et les moyens de les imposer.

Dans le domaine de l'action immédiate, trois champs d'action paraissent prioritaires :

1° la lutte dans les entreprises. Elle concerne d'une part la répression anti syndicale avec la montée des licenciements, la progression du chômage, le refus de toute amélioration du droit syndical, comme le droit des directions de vendre leur firme à l'étranger sans rendre de compte à quiconque, d'autre part la réalité pesante du pouvoir absolu du patronat et la nécessité de lui opposer une lutte des salariés pour le contrôle de leurs conditions de travail. Le mouvement syndical conduit son action, sur les lieux de travail, par la combinaison de la contestation et de la négociation. Mais cette action ne peut déboucher sans une campagne proprement politique, expliquant notamment les formes de ce contrôle,

2° l'ouverture de l'Université sur le monde du travail. L'ouverture de l'Université ne peut être le simple appel d'offres aux milieux industriels dirigeants auquel songe le Gouvernement. Le mouvement de mai a été

marqué par la condamnation du ghetto de l'Université de classe et la volonté de liaison entre les luttes étudiantes et celles des travailleurs. Cette alliance ne passe pas seulement par le développement de débats communs, mais aussi par l'élaboration de thèmes d'action convergente. Seule la lutte commune des forces politiques et syndicales permettra une véritable ouverture vers le monde du travail,

3° les structures régionales. Le mouvement socialiste doit se battre sur deux fronts. Il ne peut ni défendre des structures centralisées périmées, ni laisser le gaullisme imposer ses solutions technocratiques. Le mouvement socialiste doit proposer les formes d'organisation régionale et locale qui permettront aux luttes sociales de prendre à ces niveaux tout leur développement. Une campagne urgente est nécessaire à travers tout le pays. Par des colloques, des meetings, des manifestations, l'opinion doit être éveillée.

Dans ces trois cas, des campagnes d'action puissantes sont nécessaires, elles peuvent être menées par tous ceux qui le souhaitent, qu'ils soient isolés ou membres d'organisations syndicales ou politiques qui ont participé aux luttes du mois de mai.

Il est parfaitement possible de créer, au niveau départemental, voire dans les villes importantes, comme au niveau national, les structures d'action commune, de quelque nom qu'on les appelle, qui mettront en œuvre de telles campagnes à partir de l'accord constaté des organisations et militants présents.

Un vaste débat est d'autre part nécessaire, à la base comme au sommet, sur la nature des crises auxquelles se heurte notre société, sur les solutions que peut apporter l'alternative socialiste et sur les aspects concrets de la lutte pour le socia-

lisme. Ce débat ne doit pas être enfermé dans le cadre de chaque organisation. Le P.S.U. se déclare donc prêt à l'ouvrir, sur le plan local comme national, avec tous ceux qui travaillent à la transformation socialiste de ce pays. Un tel débat n'appelle pas d'autre condition de forme que la possibilité pour chacun d'exprimer ses idées, pas d'autre condition de fond que d'avoir d'une façon ou d'une autre partagé les espérances communes du mois de mai.

Il peut prendre la forme de confrontations approfondies, de réunions publiques, de discussions par voie de presse, voire de réflexions rassemblées dans une revue.

Lorsque l'action en commun se sera développée, et qu'un large débat en aura précisé les objectifs et la nature, alors pourront être résolus les problèmes de structures qui conditionnent la naissance de la force capable de faire triompher en France les objectifs du socialisme.

(Résolution votée au C.P.N. des 5 et 6 octobre.)

(Résolution votée au C.P.N. des 5 et 6 octobre.)

du nouveau pour votre équipement stencil, le duplicateur Gestetner 466

Le duplicateur 466 apporte de nouveaux et nombreux progrès au procédé stencil. La simplicité de manœuvre, l'automatisme de fonctionnement et de réglage permettent à un opérateur, même novice, d'obtenir rapidement 10, 100, 1000, 5000 copies impeccables. Voulez-vous être mieux informés des récents progrès de la duplication? Demandez à Gestetner la documentation qu'il a réunie à votre intention. Vous y trouverez d'intéressantes précisions sur la gravure automatique des stencils. Gestetner - Service 686 - 71, Rue Camille Groult - 94-VITRY - Tél. 482-47-85

□ Castres : Cornac en voie de liquidation

Les Etablissements Cornac, constructeur de machines-outils, sont en très mauvaise posture. L'horaire hebdomadaire, normalement de 44 à 48 heures a été porté à 40 heures au 1^{er} septembre et 32 heures à partir du 1^{er} octobre. Il y a 420 personnes employées, 280 productifs environ et parmi les improductifs un fort bureau d'étude de 50 personnes. Cette situation prévisible depuis de nombreux mois, pour ne pas dire des années, a été aggravée par la conjoncture :

— réduction énorme des commandes d'aléseuses (la principale production, soit 70 à 80 %) — Stock : 1 an de production ;

— suppression d'une commande de sous-traitance que passait de manière régulière Richard-Continental et qui représentait à peu près à elle seule les 20 à 30 % d'activité restante.

Le Comité d'entreprise n'a reçu aucune information sur ce qui était fait par Pont-à-Mousson — l'actionnaire principal pour ne pas dire le seul (il se partage les parts avec la Société minière et métallurgique du Périgord, émanation de Pont-à-Mousson) — pour essayer de régler le problème.

Il y a des bruits de cession de l'entreprise à Schneider, à Renault, à une Société allemande... Il est cependant presque sûr que Pont-à-Mousson cherche à abandonner ses participations dans la machine-outil. Il y a déjà eu une cession des parts chez Berthiez très récemment à la C.N.M.P., filiale de la S.N.E.C.M.A.

Nous sommes très inquiets et craignons sérieusement des licenciements à brève échéance, et peut-être la fermeture... Une délégation a alerté les pouvoirs publics.

Une fois de plus, en dehors des problèmes posés par la conjoncture économique et les manipulations internes du capital, l'avenir de 420 travailleurs va se jouer totalement en dehors d'eux.

Non seulement les représentants du personnel sont tenus à l'écart, mais aucune intervention extérieure (autorité régionale ou structure de formation) n'est possible.

Voilà la plus belle illustration du pouvoir absolu du patronat et la nécessité de le combattre par le contrôle ouvrier.

La bataille pour le droit à la parole, le droit de connaître et de juger son propre sort pour les travailleurs de la Cornac, après l'affaire du « Saut du Tarn » devient une lutte politique majeure. Elle concerne tous les militants du P.S.U. du Tarn, et en réalité toutes les fédérations de la région.

Les sections syndicales ne peuvent se battre que si cette campagne politique réveille l'opinion publique du Sud-Ouest, et que si cette question devient un des exemples essentiels de l'aliénation totale des salariés. □

□ Chômage en flèche

Le camarade Gancel, membre du bureau fédéral de la Seine-Maritime, vient de dresser le bilan de la situation de l'emploi. Ce bilan est très grave et concerne tous les travailleurs de ce pays. C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de le reproduire dans T.S.

— FONDRIES DU HAVRE : 140 licenciés - fermeture totale de l'usine ;

— OFFROY-LEMARCHAND (vallée du Cailly) : 60 licenciements sur 330 employés - fermeture totale prévue d'ici la fin de l'année.

— DE MENIBUS (vallée du Cailly) : 270 licenciements d'ici la fin de l'année, et cette entreprise cherche déjà à reclasse 420 employés ;

— COURBOT D'AMFREVILLE LA MI-VOIE : 50 licenciements sur 203 emplois.

— BADIN (vallée du Cailly) : 1.000 licenciements, fermeture totale annoncée.

— Cie ROUENNAISE DU LINOLEUM au HOULME : 350 licenciements liés à la fermeture de l'usine, la reconversion ayant échoué.

Pour la vallée du Cailly, c'est un total de 1.580 licenciements en cours ou prévus.

Dans le secteur seuls fonctionnent : VIDEON, DULCEA et les MIROITERIES DE L'OUEST. Et de plus les conditions de travail sont telles dans ces entreprises que les habitants de la vallée se refusent à y travailler.

A Dieppe la situation est similaire avec la fermeture prévue de VINCO et VENDEUVRE et les difficultés des industries de précision installées à Saint-Nicolas-d'Aliermont : REVEILS BAYARD et ENREGISTREURS LAMBERT.

C'est donc trois zones de la Seine-Maritime, le Havre, Dieppe et la vallée du Cailly qui sont lourdement atteintes. La branche d'industrie la plus menacée reste le textile et les travailleurs les plus vulnérables : les jeunes et les plus de 40 ans.

Dès maintenant la fédération P.S.U. de Seine-Maritime va mener une vigoureuse campagne politique pour rendre compte de la situation et proposer des actions. Un tract est en train d'être massivement diffusé. □

□ Syndicats à l'échelle mondiale

La C.I.S.C. (Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens) vient de tenir son Congrès à Luxembourg. Congrès important puisque suivant l'exemple d'un de ses membres, la C.F.D.T., il s'agissait de décider de la laïcisation de la centrale. C'est à l'unanimité (deux abstentions seulement) qu'a été créée la Confédération Mondiale du Travail (C.M.T.). Un nouveau congrès se réunira en mai prochain pour approuver les nouveaux statuts.

Dès 1964, en agréant la C.F.D.T. et en laissant dans l'oubli la C.F.T.C. Sauty, la C.I.S.C. (12.700.000 travailleurs) laissait entrevoir quelles seraient ses nouvelles orientations. Ce sont les pays du tiers monde et la C.F.D.T. qui ont le plus poussé à cette laïcisation.

L'Amérique latine (5.100.000 travailleurs), l'Asie (2.400.000) et l'Afrique (1.000.000) démontraient que dans leurs régions aux mentalités religieuses diverses et où le catholicisme est avant tout l'allié du capital, la référence chrétienne ne pouvait que nuire à l'efficacité de leur combat syndical.

Dès qu'ils en auront terminé avec les problèmes d'organisation de leur confédération, les dirigeants de la C.M.T. vont certainement entamer une procédure de rapprochement avec la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats libres) à laquelle appartient F.O. Ainsi, à plus ou moins longue échéance, on risque de s'orienter vers une unité syndicale du monde non communiste.

Certaines centrales nationales voient encore trop dans ce rapprochement le moyen de satisfaire leur anti-communisme, ce qui donne un arrière-plan ambigu aux modifications en cours. Il reste que le processus engagé par la C.F.D.T., est sanctionné à l'échelle mondiale, et qu'à terme le rapport des forces syndicales à ce niveau en sera changé.

□ On embauche aux « syndicats-maisons »

Dans le dernier numéro de « T.S. » Christophe Fetet faisait état du projet de création d'une centrale syndicale para-gaulliste. Les bruits commencent à se confirmer dans les faits.

Chez Merlin-Gérin à Grenoble vient de naître un syndicat autonome qui publie un communiqué éloquent. On peut y lire : « L'action en vue d'améliorer ou de transformer le système social en vigueur appartient uniquement aux partis politiques ». Une phrase qui fera plaisir aux camarades de la C.G.T., de F.O. et de la C.F.D.T. qui ont mené en mai une grève très dure.

La politique de ces « politiques » apparaît nettement quand ils déclarent que leur syndicat « cherchera à constituer avec les syndicats autonomes locaux une union départementale, en vue de coordonner son action avec la leur. » Ce syndicat maison ne rejette pas la possibilité d'adhérer à une centrale ayant les mêmes principes que lui.

Le très social député de Grenoble Jeanneney dont la victoire électorale n'a pas effacé la défaite de Grenelle, doit être prêt à encourager une telle initiative, ne serait-ce que pour retrouver les faveurs du général.

Quant aux centrales ouvrières, il est temps pour elles de resserrer les rangs si elles veulent continuer à vivre. □

□ Le Palmarès

• Passionnant dialogue entre François Michelin et le général de Gaulle au Salon de l'Auto à propos des accords Citroën-Fiat :

Le général : « Cela fait beaucoup de changements »

Michelin (prudent) « Il y a beaucoup de choses en route ».

Le général (mystérieux) « Tout s'arrangera comme il le faut et parce qu'il le faut, vous voyez ce que je veux dire? »

Michelin (claquant les talons) « Je suis à votre disposition, Monsieur le Président. »

Pendant ce temps, les syndicalistes italiens de Fiat et français de Citroën, plus réalistes, prenaient contact afin d'organiser la lutte pour la protection des intérêts des travailleurs.

• Bilan de la Sécurité sociale pour 1967 :

2.304 millions de francs.

2.900 millions de subvention de l'Etat pour payer les prestations.

A propos... Où en est la réforme de la Sécurité sociale et le préalable des Ordonnances évoqué à Grenelle?

• Le Congrès travailliste, réuni à Blackpool, demande au gouvernement britannique (travailliste) de cesser ses livraisons d'armes au gouvernement fédéral du Nigeria et d'agir plus vigoureusement contre le régime de Ian Smith en Rhodésie.

• Le très gaulliste René Ribière est furieux, et il l'a crié à l'Assemblée Nationale :

— Le sursis de M. Jacques Sauvageot est un scandale!...

Et il a précisé qu'il préférerait les idéaux des étudiants de l'O.A.S. à ceux qui animent les Geismar et autres Cohn-Bendit... « Les enrégés, a-t-il dit, doivent rendre compte de leurs actes devant la justice! »

L'aile droite fasciste de l'U.D.R. aurait-elle la nostalgie des barricades?... □

19 et 20 octobre 1968 Journée Nationale Entreprise

Ouverture à 14 heures dans la Salle du Patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure, Paris-15^e, puis le 20 octobre, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

A l'ordre du jour : les thèmes politiques de combats dans les entreprises (contrôle ouvrier, libertés politiques et syndicales, explications politiques des revendications syndicales (échelle mobile, droit syndical), etc.

Organisation et action des sections et groupe d'entreprise.

Analyse économique et syndicale de la situation.

Tous les Camarades des Sections et groupes d'entreprises, tous les camarades encore isolés dans leurs usines, toutes les « commissions entreprises fédérales » sont invitées.

— Les différents points de l'ordre du jour seront présentés par J.-M. Vincent, A. Barjouet, J. Malterre, A. Béhar.



Collombert

Enseignement primaire Les oubliés

Georges Lindeperg

Il n'est pas encore possible d'apprécier toutes les conséquences des larges discussions enseignants-étudiants et enseignants-lycéens qui se sont intaillées en mai et juin. On peut dire cependant que cette rentrée ne sera pas une rentrée comme les autres et que le rapport enseignants-enseignés, en dépit d'une minorité conservatrice, va bon gré mal gré s'établir sur une base nouvelle dans les lycées et les facultés.

Par contre, en ce qui concerne l'école primaire, il semble bien que la rentrée soit, pour la grosse majorité des établissements, une rentrée comme les autres.

A cela au moins deux raisons.

Seul un choc violent comme celui de mai pouvait ébranler la routine résignée des professeurs qui trouvaient souvent dans la surcharge des classes, le manque de locaux et de matériel pédagogique l'alibi qui leur évitait de remettre en cause les méthodes et le contenu de leur enseignement. Ce choc brutal et salutaire ne pouvait venir que des enseignés eux-mêmes ; c'est ce qui a été fait. Mais les instituteurs n'ont pu bénéficier de cette « contestation de l'intérieur ». Les locaux étaient occupés mais les élèves étaient absents en raison de leur âge ; seuls les parents auraient pu être l'élément contestataire. Mais la forme des réunions d'instituteurs en grève avec les parents visait plus à obtenir le soutien des parents d'élèves qu'à permettre une contestation de l'enseignant.

— Contrairement aux enseigne-

ments secondaires et supérieurs, le cours magistral n'existe pas à l'école primaire ; bien au contraire, il est sans cesse fait appel à la réflexion des élèves pour « bâtir la leçon ». D'autre part, l'instituteur est souvent au contact des élèves pendant leur moments de loisirs : récréations, activités éducatives du jeudi, cantines scolaires. Enfin, à l'exception du certificat d'études, le problème des examens ne se pose pas. Ainsi les défauts les plus criants des autres ordres d'enseignement ne semblaient pas concerner le nôtre ; de là à penser que les besoins prioritaires de l'école primaire étaient d'ordre quantitatif.

Hélas, il n'en est rien. L'instituteur lui aussi est imbriqué dans la société de consommation et, qu'il le veuille ou non, il est l'un des agents d'intégration au système capitaliste. C'est dès l'âge de 6 ans qu'on habitue les enfants à la soumission, au conformisme ; c'est dès cet âge qu'on tire sur la créativité en remplaçant le dessin libre de l'école maternelle par la frise à colorier, en faisant des « modèles de phrases » que l'on reproduit ensuite à 40 exemplaires stéréotypés ; c'est dès l'école primaire que communiquer entre élèves devient un interdit, etc. La liberté d'expression dont nous parlions plus haut se réduit à une liberté dans une cage car le cadre est imposé d'avance par le maître. Comme partout la manie des notes et des classements sévit et le mécanisme des éliminations (redoublements qui empêchent la poursuite d'études secondaires) est le même :

se trouvent éliminés en priorité, sauf quelques exceptions, les enfants des milieux socio-culturels défavorisés.

La démocratisation de l'enseignement se joue en réalité, pour l'essentiel, à l'école primaire, voire à la maternelle, car pour beaucoup d'enfants les jeux sont déjà faits à 6 ans. C'est à ce niveau de base que l'on peut le mieux juger d'une politique sincère de démocratisation de l'enseignement.

L'attitude d'Edgar Faure est révélatrice à cet égard : pas un mot dans son discours à l'Assemblée nationale concernant l'enseignement élémentaire ; seulement, dans ses réponses,

quelques vagues principes dont on voit mal comment ils pourraient être appliqués avec la formation actuelle des instituteurs. Quant aux milliers d'enfants de 14 à 16 ans qui sont actuellement à la rue, rien n'est encore prévu pour les accueillir.

Tous les problèmes importants restent donc posés :

- finalité de l'enseignement primaire, méthodes, programmes, formation des maîtres,
- gestion des établissements, rôle des parents,
- recyclage des maîtres actuellement en activité.

La révolution reste à faire. □

C. P. N.

Pour un projet socialiste de régionalisation

Le P.S.U. réaffirme sa volonté de lutter pour que les travailleurs puissent, à travers toute la France, exercer un pouvoir réel sur leurs conditions de vie et de travail et sur la préparation de leur avenir.

Il estime qu'une organisation régionale de la France est une des conditions de réalisation d'un socialisme démocratique.

En effet, notre conception du socialisme suppose la mise en place, à différents niveaux de pouvoirs de décision décentralisés et coordonnés : — à la base, les travailleurs doivent gérer leurs propres affaires au niveau des entreprises, comme les citoyens au niveau de communautés locales regroupées et renouvelées ; — au niveau de la nation, l'Etat doit notamment assurer une planification démocratique ; — entre les deux, pour des raisons économiques (inégalité de développement), pour des raisons politiques (nécessité de rapprocher les organes de décision du citoyen), enfin, dans certains cas, pour des raisons culturelles, il existe des facteurs de développement et d'animation qui correspondent à la dimension des régions. Il faut donc qu'à ce niveau soient également créées des institutions démocratiques dotées de pouvoirs réels et étendus dans les domaines administratifs, économiques et financiers (en particulier, au niveau de la planification).

D'ailleurs la centralisation forcée de notre pays est ruinée sur le plan économique et social. Elle vide la province de ses cadres sociaux, de son dynamisme humain, de ses capitaux, de l'initiative économique. Cette centralisation est liée dans notre pays aux intérêts du grand capital. Le mouvement de mai a accentué la prise de conscience du caractère intolérable de ce phénomène.

Face à cette situation, le gouvernement lance une vaste opération qui risque de n'être une fois de plus qu'une caricature de ce que nous proposons depuis plusieurs années. Il ne

saurait y avoir de confusion entre le projet régionaliste gaulliste et le projet socialiste de régionalisation.

Un tel projet exige :

1 - Une assemblée régionale élue au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle, sans cumul des mandats nationaux et régionaux.

2 - Un exécutif élu par l'assemblée et responsable devant elle.

3 - Un conseil consultatif régional, économique et social, élu démocratiquement et où les syndicats trouveront la place qui leur revient.

4 - Un budget régional autonome, alimenté par une fiscalité régionale, soustraite à la fiscalité nationale, sans faire obstacle à une péréquation entre les régions.

5 - Une administration technique propre, soumise à la tutelle du pouvoir politique régional et prélevée sur les administrations d'Etats. La région doit être en particulier dotée des moyens d'études, de planification et d'aménagement du territoire, de gestion des équipements publics régionaux (par exemple, caisse régionale d'investissement, bourse régionale de l'emploi, nouveau statut des universités, etc.).

Si ces principes ne sont pas respectés dans le projet gaulliste, nous serons amenés à le combattre.

Le COMITE POLITIQUE NATIONAL : 1 - invite les fédérations à faire connaître publiquement cette première prise de position du P.S.U. ; 2 - décide d'organiser les 7 et 8 décembre prochains, dans les 21 régions de programme, des week-end d'étude et des manifestations publiques, sur les thèmes de la régionalisation et de la démocratie locale ; 3 - recommande simultanément aux fédérations, dans tous les cas où cela est possible, de prendre contact avec les autres forces régionales concernées par ces problèmes, en vue d'une action commune.

Résolution votée au C.P.N.
des 5 et 6 octobre.

Consommation

L'autre face du capitalisme

Pierre Belleville

La contestation de la société de consommation est désormais devenue un fait social et politique. La provocante attitude de refus de quelques jeunes gens qui prétendaient vivre en marge et en cheveux longs pouvait bien n'être, pour l'opinion publique française qu'une bizarrerie de jeunesse, qu'une mode passagère d'ailleurs venue d'outre-Atlantique, un dérèglement de gens vraiment trop riches. Mais en mai et juin 68, la contestation de la société de consommation s'est située au centre de l'action étudiante. Il a fallu la prendre plus au sérieux. Cela ne signifie pas qu'elle a été comprise, ni même qu'elle a été formulée de façon compréhensible.

Si les moyens de communication de masse ont popularisé, du moins jusqu'à un certain degré, l'expression « société de consommation » ils n'ont, bien entendu, pas pu l'expliquer. C'est qu'il s'agit simplement, d'une de ces formules nées du côté de la sociologie, adoptées par la mode journalistique, vidées de leur contenu éventuel et qu'une diffusion intensive transforme, sans inventaire préalable, en concept d'utilisation courante.

Accuser la société de consommation, c'était donc rester politiquement dans la vague et mettre en cause sans explication réelle une évidence quotidiennement vécue.

Une contestation généralisée

Il devenait donc facile d'ironiser sur ces étudiants qui contestaient ce dont ils usaient. D'autant plus qu'une génération qui a vécu peu à peu les progrès de la vie quotidienne, comprend mal pourquoi une génération en apparence tellement plus favorisée, qui rentre d'un seul coup, au début de sa vie, dans le monde de la consommation de masse, pourquoi cette génération dédaigne — du moins en paroles — ce cadeau royal.

Les « gauchistes » étudiants a dit le P.C.F., jeunes gens d'origine bourgeoise, élevés dans le bien-être et destinés au confort, reprochent aux ouvriers de chercher le même confort. Ils leur contestent le droit d'y parvenir. Cette attitude, toujours selon le PCF (1), est un mélange de puritanisme chrétien (mépris de questions matérielles chez ceux qui les résolvent facilement), et de ce maoïsme selon lequel « le stimulant matériel serait antirévolutionnaire ».

En réalité, si l'influence des thèses de Mao et de Castro, si celle des militants chrétiens est loin d'être absente dans la contestation de la société de consommation en France, il serait faux de n'y voir qu'un phénomène étudiant.

En juillet 1967, la J.O.C. réunissait à Paris 50.000 jeunes gens et jeunes filles. Un des 3 « carrefours » de la rencontre était consacré à la critique de la société de consommation. J'y assistais. J'avais supposé que les participants écouterait, approuveraient peut-être, mais participeraient moins qu'à d'autres « carrefours » où l'on traitait de problème plus évidents, comme l'emploi des jeunes. Il n'en fut rien. Les jeunes travailleurs, les fils et filles d'ouvriers, les élèves de l'enseignement technique huèrent copieusement la publicité, les marchands de rêve, les faiseurs de mode. La dénonciation de la société de consommation s'intégra parfaitement dans le ton d'ensemble, mélange d'enthousiasme, de contestation, d'appel à un autre avenir qui fût celui de ce festival.

Les jeunes assistants étaient en chemises vives, en jupes courtes et colorées. Ils donnaient sur les gradins du Parc des Princes une image de foule à la mode. A la mode pauvre. En les interrogeant, on s'apercevait qu'ils avaient le désir et le goût de participer à une mode, des rites qui les identifiaient comme jeunes. Mais ils n'étaient pas dupes de leurs propres goûts et derrière les objets désirés, ils distinguaient « les patrons ». « On achète des trucs, disait une jeune ouvrière du textile, et pour les faire, on n'est pas payé. »

Le présent et l'avenir

Qu'ils soient étudiants ou ouvriers, les jeunes entrent de plain-pied dans l'abondance relative des pays d'Europe Occidentale. Ils peuvent désirer tout de suite — ce qui ne veut pas dire qu'ils peuvent avoir une quantité d'objet que leurs pères ont vu apparaître un à un à l'horizon du techniquement possible. C'est pourquoi ils ressentent plus brutalement, plus globalement que les générations précédentes le décalage entre ce qu'on leur offre et les moyens qu'on leur donne de se porter demandeurs. Ils le ressentent d'autant plus que les objets offerts sont faits pour eux, pour les jeunes et doivent être consommés tout de suite. Il ne s'agit pas d'attendre 40 ans pour acheter une guitare électrique.

Les jeunes plus que leurs aînés sont confrontés à la fois à leur présent et leur avenir. Ils ont à résoudre les problèmes de leur consommation présente. Et ceux de leur consommation future.

S'ils travaillent déjà, leur salaire peut faciliter la solution des premiers. Mais la société leur présente l'image d'autres besoins qu'ils auront plus tard en même temps qu'elle leur dit et répète que faute d'une



De la curiosité naturelle...

Collombert

formation longue, ils resteront mal armés pour les satisfaire.

S'ils sont scolaires ou étudiants, ils ont moins de moyens pour répondre aux besoins présents mais l'avenir n'est pas pour autant pavé de certitudes. Les jeunes de l'enseignement technique se battent féroce-ment pour des résultats scolaires dont ils ne savent pas — bien souvent — quel usage ils pourront faire, pour des diplômes dont ils craignent qu'ils ne conduisent qu'à des portes condamnées. Les étudiants sont avertis qu'un ingénieur ou un cadre devra désormais faire carrière avant 40 ans, qu'ensuite pour la grosse majorité commence la décadence.

Aux uns et aux autres, parce qu'ils rentrent dans un monde où les besoins présents et futurs sont proposés d'emblée, donc courus d'avance, le capitalisme apparaît autant comme vendeur d'objet que comme loueur de travail. Leurs pères, il y a encore vingt ans avait affaire au capitaliste en tant qu'ouvriers. La plus-value était seulement du travail non payé. Comme consommateurs, ils dépendaient surtout du paysan, du petit intermédiaire, du petit rentier propriétaire de quelques immeubles. Les objets manufacturés tenaient une faible part dans leur budget. Certes la marche d'ensemble de l'économie, y compris les prix agricoles et ceux des loyers était étroitement dépendante du profit capitaliste mais ce lien n'était pas direct.

Aujourd'hui les grandes sociétés, les entreprises concentrées apparaissent directement sous les traits du vendeur. Les jeunes plus que les autres vivent cette mutation. Ils découvrent plus ou moins consciemment que c'est le même système, les mêmes

unités de production-vente qui augmentent leurs besoins et leur refusent les moyens de les satisfaire. Ils protestent contre cet autre visage du capitalisme.

Protestation peut-être maladroite, qui prend trop souvent la forme d'une contestation morale, mais qui se situe pourtant sur le bon terrain.

La contestation de la société de consommation est maladroite, trop souvent morale. Mais elle n'est pas fondamentalement ce refus des progrès techniques, de l'amélioration qu'il peut introduire dans la condition ouvrière que l'on a voulu y voir.

Elle tend à porter la lutte sociale sur un nouveau front, celui où le capitalisme apparaît comme vendeur, comme offreur de produits.

Un modèle à rejeter

Est-ce nécessaire ?

La lutte sur le front traditionnel, la lutte sous sa forme traditionnelle de revendications de salaires ne suffit-elle pas ? L'attitude pratique de la C.G.T. a tendu durant les dernières années à accréditer cette version.

Et certes nous savons l'importance que garde cette lutte. Si l'on discute de la question de savoir comment les revendications quantitatives (salaire, temps de travail) doivent être combinées avec les revendications qualitatives (droits syndicaux, contrôle ouvrier) si l'on débat la place respective des uns et des autres, si l'on doute que les revendications d'augmentations systématiquement hiérarchisées soient la bonne manière de poser le problème des salaires, il n'est pas question de renoncer aux revendications quantitatives, ni à plus forte raison, à la lutte sur le front de la production.



Collombert

...à la consommation constante.

Mais nous savons aussi que le capitalisme des grandes entreprises est capable de maintenir après chaque vague de revendications satisfaites le décalage entre l'offre et les moyens de la satisfaire (de maintenir le profit). Il ne procède pas seulement en jouant sur les prix.

« Il (le capitaliste monopolistique d'Etat) écrit Jean-Marie Bourdet, tend à imposer, notamment par la publicité, une hiérarchie des besoins qui place en premier plan le développement des débouchés solvables les plus rentables.

Les consommateurs sont ainsi appelés à ratifier le développement anarchique de la société capitaliste ».

Nous ne disons pas autre chose. Nous ajoutons seulement que le développement de la société capitaliste est peut-être anarchique (dans la mesure où il propose une fausse hiérarchie des besoins) mais qu'il s'organise fort bien.

Il n'est pas question d'accuser les ouvriers de s'embourgeoiser ni de s'indigner de cette accusation mais de constater que le capitaliste propose un modèle de consommation, qu'il le propose avec des moyens puissants et qu'il devient difficile de ne pas s'y conformer. Et il est difficile de s'y conformer sans s'intégrer plus ou moins au système de valeur, à la culture que le modèle diffuse et enracine ; sans adopter le type de rapports sociaux qu'il propose.

Les luttes revendicatives, les revendications quantitatives ne sont pas inutiles. Loin de là. Mais parce que désormais leur objectif n'est plus seulement de satisfaire les besoins fondamentaux elles deviennent ambiguës. On revendique pour mieux

vivre ce qui est juste mais aussi pour pouvoir se conformer au modèle proposé par le patronat. Ces luttes n'empêchent pas l'intégration. Au contraire.

Les revendications qualitatives sont moins ambiguës notamment parce qu'elles tendent à contester un des mots d'ordre fondamentaux que le modèle diffuse : « Fais le travail qu'on te demande, tais-toi et ensuite consomme librement ton salaire. »

Mais l'extension des droits syndicaux pas plus que le pouvoir ouvrier dans les usines ne règle la question des grandes orientations d'investissements. En faveur de quelle consommation doit-on produire ?

Lutter sur tous les fronts

Est-ce une question qui se règlera seulement par la lutte politique ? Le croire, serait oublier que l'intégration au modèle de consommation capitaliste est précisément un des obstacles majeurs pour ne pas dire l'obstacle majeur au développement d'une lutte politique contestant fondamentalement le régime. La lutte politique révolutionnaire n'a jamais été séparable de la lutte sociale. Elle n'est pas séparable aujourd'hui d'une lutte sociale sur deux fronts, d'une lutte revendicative sur le front de la production doublée d'une lutte de contestation et de mise en cause directe du modèle de consommation capitaliste.

Il apparaît nécessaire pour mener celle-ci, d'étudier plus complètement la « face consommation », la face cachée du capitalisme.

Les principales caractéristiques en ont souvent été dénoncées. Le capitalisme développe les besoins qui

peuvent satisfaire d'abord la consommation individuelle, principalement la consommation individuelle d'objets. Il crée une hiérarchie telle que les besoins satisfaits les premiers sont ceux qui se révèlent capables de procurer le plus de profit. Souvent ces besoins ne sont pas les plus fondamentaux ; certains besoins fondamentaux sont « oubliés », leur révélation n'étant pas assurée par l'ambiance publicitaire (c'est le cas de la santé, de l'air, etc.) ; d'autres qui ne peuvent être escamotés (c'est le cas de la nourriture) et exercent une pression telle qu'elle limite le profit, sont transformés. Ainsi par exemple l'accent est mis sur les conditionnements des aliments. C'est que les besoins les plus artificiels, si un marché a été créé pour eux, permettent un jeu plus libre des prix, par conséquent un profit accru.

Mais cette caractéristique du modèle capitaliste : consommation individuelle d'objets (les objets, produits en série, étant meilleure source de profit que les services) ou consommation individuelle de services extrêmement parcellisée ne serait pas, nous dit-on, définitive.

Il paraît qu'aux U.S.A., d'après Jean-Jacques Servan-Schreiber, les entreprises de prévision du futur annoncent la naissance et le développement dans l'économie capitaliste d'un secteur important qui ne correspondrait pas à la demande solvable. Ainsi une fois de plus, capitalisme et socialisme se rejoindraient en pratique, réconciliés par les progrès de l'impératif technique, amalgamés par le scientisme.

Quelle consommation en régime socialiste

Il y aurait beaucoup à dire sur le rapprochement en question. Emettons l'idée que si certains s'en félicitent et si d'autres le dénoncent (si par conséquent il semble avoir une certaine réalité) il n'est pas le résultat d'une fatalité scientifique inexorable, il existe surtout parce que les dirigeants de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est ont sous-estimé les problèmes de consommation et n'ont pas voulu ou pas pu élaborer de modèle original dans ce domaine ; ils ont ainsi permis que se développent au hasard, les rapports de la consommation individuelle et de la consommation collective, laissant éventuellement l'une et l'autre s'opposer brutalement.

Un modèle de consommation socialiste pour société riche reste à imaginer. Est-ce le capitalisme en évoluant, en développant son secteur « social » de distributions gratuites (d'instruction et de santé par exemple) qui nous le fournira ? Pour être convaincu du contraire, il faut examiner l'action sociale dans un pays comme la France. Ceux qui dominent la production et la distribution d'après la demande solvable dominent aussi la distribution gratuite. L'action sociale n'est pas menée selon les besoins. Elle est utilisée pour pallier aux défaillances d'un modèle

qu'elle ne remet pas en cause et pour assurer l'intégration des plus pauvres à ce modèle. Elle participe de l'autre face du capitalisme.

Dès lors le mot consommation, l'expression « modèle de consommation » semblent restrictifs ; parlons donc, non plus de consommation, mais d'usage. Le second front de la lutte sociale c'est celui de l'usage au sens le plus large possible, de l'usage des biens et des services, du potentiel de production et du potentiel d'organisation sociale. Aucun des secteurs de l'usage n'est étranger à la lutte qu'il faut désormais mener.

La bataille de l'information

C'est ainsi que les problèmes d'information se posent aussi et surtout en terme d'usage. L'information est l'infrastructure principale de la vie sociale. Nous sommes tous tributaires d'une façon ou d'une autre des moyens d'information. Leur contrôle n'est donc pas seulement un problème de démocratie au sens libéral du terme. Le capitalisme peut bien dans certains cas tolérer une parfaite liberté d'information politique dans le cadre de son monopole. Le principal pour lui n'est pas que le gouvernement soit entre les mains d'un tel ou d'un tel, mais que les moyens d'information diffusent son modèle de vie sociale et l'établissent dans l'esprit de tous comme le seul possible.

De ce côté, les événements de mai ont provoqué des surprises. Ils sont survenus au beau milieu d'une offensive que le capitalisme français poursuivait depuis des années pour faire admettre sa légitimité par une opinion publique réticente.

« Un pays qui sait vivre et un pays qui sait vendre » proclamait en début de l'année une belle affiche à coq gaulois.

Il a fallu déchanter.

Le 12 juin, le « Monde » publiait une page de publicité payée par une agence dans le vent qui tirait immédiatement partie de la situation. Cela s'adressait aux chefs d'entreprise pour leur dire à peu près : « Vous n'avez pas réussi à donner bonnes opinions de vos affaires la preuve. Il est temps de changer de méthode, de vous présenter autrement. »

Le capitalisme reconnaît ainsi que, selon son propre langage, celui du « marketing » (2), il n'a pas réussi « à se vendre lui-même » (3) à l'opinion.

Il va évidemment redoubler d'effort.

C'est pourquoi la lutte pour les moyens d'information n'est pas seulement politique au sens étroit du terme. Elle dépasse largement la question de l'O.R.T.F.

Elle s'intègre à une lutte d'ensemble. Elle a sa place dans le combat syndical pour la démocratie dans l'entreprise. Elle a plus largement encore sa place dans la contestation du modèle d'usage capitaliste. □

(1) Article de Jeanne-Marie Bourdet, Economie et Politique n°168-169.

(2) Organisation de la vente.

(3) Extrait d'une publicité.



Les acteurs de la normalisation.

A.F.P.

Intervention soviétique

Un signe de faiblesse

Vittorio Foa

Nous reproduisons ici l'intervention de Vittorio Foa, secrétaire de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) lors du dernier Comité central du P.S.I.U.P. (Parti socialiste italien d'unité prolétarienne), qui nous semble soulever un certain nombre de questions importantes sur la répercussion en Europe occidentale de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

Il faut partir de la constatation qu'une partie importante des ouvriers et des paysans, tant dans notre parti que dans le parti communiste approuvent l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie ou ne se sentent pas le cœur de la condamner. Il s'agit d'ouvriers et de paysans généreux et combattifs dans la lutte contre la pression patronale et qui après tant d'années d'apologie de l'U.R.S.S. ne comprennent pas une condamnation improvisée ou craignent que derrière la condamnation se cache l'intention d'accélérer un processus de social-démocratisation de la classe ouvrière. L'aspect négatif de cette attitude de défense de l'U.R.S.S. dans la question tchécoslovaque tient au fait qu'encore aujourd'hui la défense du socialisme, ou sa conquête, sont envisagées comme des faits externes et non comme le fruit de la lutte autonome des masses.

Nous jugeons négativement l'intervention militaire en Tchécoslovaquie parce que dans ce cas précis elle n'est pas le prolongement d'une lutte révolutionnaire, mais l'expression

d'une gestion administrative et par conséquent autoritaire de la société socialiste. Les pays socialistes sont traversés de contradictions et il y a deux façons de les affronter. La première est administrative, tend à bloquer la manifestation des contradictions en croyant ainsi les éliminer. Cette méthode a pour effet d'accumuler les contradictions jusqu'à les porter à un niveau très dangereux. A cet égard la situation dans les pays socialistes n'est pas très rassurante. L'autre méthode consiste à faire s'exprimer les contradictions et à les diriger politiquement au moyen d'une force qui se construit dans la conscience des masses. C'est pourquoi je pense que l'intervention militaire à Prague est un symptôme de faiblesse et d'un danger croissant. Plus tôt les pays socialistes changeront d'orientation, mieux cela vaudra pour tout le monde.

L'intervention est nuisible pour la lutte anti-impérialiste dans la mesure où elle consolide l'opposition des blocs, affaiblit les forces de résistance à l'intérieur du bloc atlantique (que ce soit en Amérique ou en Eu-

rope), décourage les processus de renouvellement anti-bureaucratique dans les pays socialistes et encourage les forces nationalistes anti-socialistes, légitime une interprétation politico-policière des pactes militaires (comme dans le cas de l'O.T.A.N. en Grèce). Mais surtout, il ressort clairement que la gestion administrative et militaire du socialisme est homogène à une interprétation conservatrice de la coexistence pacifique, comportant la recherche de la sécurité à l'intérieur de la zone industrialisée.

Il faut s'entendre sur le nouveau cours tchécoslovaque. Le passage de la gestion administrative au recours aux mécanismes de marché ne fait que déplacer l'autoritarisme du plan central vers les entreprises. Mais dans ce passage qui du reste n'est pas spécifique à la Tchécoslovaquie mais est aussi commun à l'Union Soviétique, se font jour des forces ouvrières et populaires qui revendiquent un rôle nouveau pour la classe ouvrière. En Tchécoslovaquie, le nouveau cours avait signifié un net tournant à gauche, vers l'autonomie ouvrière. Même en Yougoslavie, où l'introduction d'instruments capitalistes à l'intérieur de la société socialiste est assez avancée, il y a une nette rébellion ouvrière et étudiante, qui n'a été stoppée que par la redistribution des forces dans l'unité nationale après l'occupation de la Tchécoslovaquie. Ces processus de gauche ont reçu partout un dur coup de cette intervention. De toute façon, même si le nouveau cours avait signifié le triomphe de la social-démocratie (ce qui n'était pas le cas), il aurait fallu réfléchir au fait

que les armes qui sont utiles et nécessaires contre le fascisme, sont au contraire stériles contre la social-démocratie qui est la forme la plus insidieuse d'organisation du consensus populaire autour de décisions autoritaires ce qui fait qu'elle ne peut être combattue que par la lutte consciente des masses.

Je crois que nous devons refuser les positions équivoques et que nous devons discuter avec les travailleurs, avec les communistes et les catholiques socialement engagés, en expliquant que notre jugement négatif sur l'intervention à Prague est partie intégrante d'une stratégie positive de construction du socialisme grâce à la conscience populaire et non avec les chars. En 1968, l'Europe a été secourue par des mouvements qui ont exalté le moment de l'auto-gestion des luttes, non seulement dans le sens de l'autonomie par rapport à l'Etat, aux patrons et aux méthodes bureaucratiques, mais aussi dans le sens d'une unité théorique et pratique de construction directe d'un pouvoir des masses. Cette ligne est à l'opposé de l'intervention armée.

Le P.S.I.U.P. n'a rien à voir avec le vieux maximalisme. Il veut être une force neuve qui se lie avec les couches les plus jeunes et les plus actives de la société dans une lutte qui exalte l'autonomie de ces forces contre toute forme de social-démocratisation. Je pense que notre volonté de liquider les vieux schémas doit rester présente. Face à l'U.R.S.S., face au pays qui est sorti de la Révolution d'octobre, notre amitié ne se mesure pas à l'obéissance servile, mais à la critique positive ouverte et fraternelle. □

C. P. N.

La Tchécoslovaquie et le mouvement socialiste

Les dernières pseudo-négociations de Moscou entre les dirigeants soviétiques et les dirigeants tchécoslovaques ont eu pour effet de limiter encore un peu plus les moyens d'action et d'expression des travailleurs de la République Socialiste Tchécoslovaque. La lutte contre les « forces antisocialistes » exigée par la direction soviétique vise en fait les éléments les plus actifs et les plus progressistes du parti communiste.

Ainsi la normalisation apparaît-elle de plus en plus clairement comme une opération destinée à étouffer la politisation des masses tchécoslovaques qui lors de la première semaine de l'invasion s'étaient données avec les conseils d'entreprise élus par la base un instrument de démocratisation socialiste.

La gravité de cette attaque contre le socialisme ne saurait être sous-estimée. Et cela d'autant plus qu'elle s'insère dans une offensive générale

dans toute l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. même, contre les forces socialistes antibureaucratiques. La pression qui s'exerce sur la Tchécoslovaquie dans l'immédiat a aussi pour objectif de restreindre la marge de manœuvre des communistes roumains, yougoslaves, etc., et de les obliger d'exercer une sorte d'auto-censure sur leur propre expression politique.

Cette politique stalinienne de répression bureaucratique qui porte un coup sévère au mouvement ouvrier international ne saurait être tolérée par les socialistes. De plus, elle s'appuie sur le partage de l'Europe et du monde en sphères d'influence, c'est-à-dire sur une défense du « statu quo » économique et social à l'échelle planétaire, favorable aux menées impérialistes, ce qui a pour conséquence de rendre plus difficile le combat des peuples du Vietnam et d'Amérique Latine et d'autres parties du monde.

C'est pourquoi il est indispensable que s'affirme contre les allégeances aux bureaucraties des Etats non capitalistes un nouvel internationalisme recherchant la coordination de tous les secteurs de lutte, dans les pays capitalistes avancés, dans les pays dits du tiers monde et dans les pays en transition vers le socialisme, et cela dans un esprit de complémentarité et non de subordination des uns et des autres. La solidarité indispensable avec la lutte difficile du peuple tchécoslovaque contre la domination bureaucratique n'est pas à séparer de la lutte anticapitaliste en Europe ou au Vietnam. Il faut bien constater que le désaveu apporté par le P.C.F. à l'intervention militaire de l'U.R.S.S. n'a été suivie d'aucun

effort de réflexion sur les conditions d'une suppression des formes autoritaires de socialisme comme sur les conditions d'une libre discussion (l'affaire Garaudy le prouve) au sein du mouvement socialiste français. Les travailleurs de France doivent exiger le retrait immédiat des troupes d'occupation de Tchécoslovaquie ainsi que la cessation de toutes les pressions d'ordre économique ou politique en sachant que cette action, qui ne saurait se confondre avec les hypocrites condamnations des réactionnaires et des pro-atlantiques, est nécessaire pour redonner sa véritable signification au combat socialiste. □

Résolution votée par le C.P.N. des 5 et 6 octobre 1968.

Insoumis

La résistance américaine à la guerre

Tristan Mirand

Le service militaire US est fait de telle façon qu'il est relativement facile pour un appelé de se faire réformer. Des bureaux de conseils ont commencé à fonctionner et se sont développés jusqu'à avoir une existence officielle et des bureaux sur les campus des universités. A Berkeley, un bureau est ouvert régulièrement aux étudiants. Son responsable estime qu'un appelé bien conseillé a 80 % de chances de se faire réformer.

Si ce genre de conseil est disponible pour les étudiants, il l'est beaucoup moins pour les jeunes n'allant pas à l'Université, les Noirs en particulier. Les couches les plus défavorisées des U.S.A. ont ainsi la priorité pour servir de chair à canon.

L'insoumission massive au Canada

Un Américain peut traverser la frontière pour aller au Canada. Le statut d'immigrant lui sera accordé s'il possède un niveau d'éducation suffisamment élevé ou une qualification professionnelle. Au bout de cinq ans, il deviendra citoyen canadien. Il est donc facile pour un appelé de s'insoumettre et d'aller au Canada. Une organisation américaine l'y aidera à trouver du travail. Cela explique le nombre important d'insoumis au Canada : entre 10 et 15 000. Une fois encore, les couches les plus défavorisées se voient handicapées puisque le visa d'immigrant leur est refusé s'ils n'ont pas les qualifications nécessaires.

Désertion au sein de l'armée

Parmi les différentes publications distribuées aux G.I.'s, le « Vietnam G.I. », édité à Chicago, est connu de la plupart des appelés. « Vietnam G.I. » n'est pas un journal pour intellectuels. Dans un style très direct,

il donne des informations incisives sur la guerre, les soldats tués par erreur ou par leurs officiers (et vice-versa dans certains cas). Il indique les différents moyens de « s'en sortir », sans toutefois prôner la désertion, la prison ou la résistance à l'intérieur de l'armée tant que le G.I. est encore aux U.S.A. A partir du moment où le G.I. reçoit sa feuille de route pour le Vietnam, la désertion est activement encouragée, en particulier par les étudiants du S.D.S. (Students for a Democratic Society).

Le « Second Front », édité en Suède et en France, recherche à travers la désertion le moyen de renforcer l'action anti-impérialiste par une organisation coordonnée des déserteurs et des autres mouvements anti-impérialistes américains et étrangers. Il n'est pas contre la résistance au sein de l'armée quand celle-ci peut être efficace, mais cela n'a pas été le cas jusqu'à maintenant.

De la répression en Suède...

Beaucoup de G.I.'s prennent la décision de désertir au moment de la réception de leur ordre pour le Vietnam. S'ils sont aux U.S.A., les filières de soutien les amènent au Canada, s'ils sont dans les pays de l'OTAN ou au Vietnam, ils sont principalement guidés vers la Suède.

La Suède réserve en effet l'accueil le plus favorable aux déserteurs américains. Ils reçoivent sans difficulté leur permis de séjour, sont logés et reçoivent chaque semaine la somme de 80 francs. L'A.D.C. (American Deserters' Committee) coordonne les activités des quelques 120 déserteurs actuellement en Suède.

L'aventure rocambolesque arrivée en mars de cette année à plusieurs membres de l'A.D.C. illustre les méthodes que la C.I.A. utilise pour



A.F.P.

L'uniforme aux orties.

essayer d'enrayer le mouvement de désertion. Ray Jones, l'un des premiers déserteurs arrivés en Suède (début 1967), Noir, réintègre l'armée U.S. à Francfort et ne fait que quatre mois de prison. Avant de partir, il signe une lettre dénonçant « le racisme inné des Suédois ». En fait, selon Donald Williams, un autre déserteur noir, vice-président de l'A.D.C., Ray Jones a conclu un marché avec la C.I.A. : 1 000 dollars (5 000 francs nouveaux) par semaine pendant les quatre mois de prison. Les déserteurs appelèrent alors Merle Arp, consul U.S. en Suède, pour lui dire que trois d'entre eux voulaient conclure le même marché que Ray Jones, mais qu'il leur était difficile d'aller à l'Ambassade. Le consul leur promit les mêmes faveurs qu'à Ray Jones. Il s'enfuit quand il commença à être pris en photo en train de taper les papiers permettant aux déserteurs de rentrer en Allemagne. La photo fut réussie. Mais, deux jours après, un des déserteurs ayant monté le scénario pour confondre les agents de la C.I.A. disparut dans la rue. Ses camarades pensent qu'il a été kidnappé.

...et en France

La France, contrairement à la Suède, n'accorde pas l'asile politique aux déserteurs américains. Leurs permis de séjour sont renouvelables très fréquemment. Ils sont obligés de signer un engagement de ne pas faire de politique.

Depuis les événements de mai, la police, persuadée que tout a été provoqué et dirigé par des « agitateurs venus de l'étranger » procède à des mesures de répression. Schofield Coryell, vivant à Paris depuis 1953, correspondant de l'hebdomadaire de

gauche « Guardian », est expulsé. Warren Hamerman, un insoumis arrivé en mars 1968, se trouve le 6 mai parmi un groupe de touristes étrangers attaqués et matraqués par des C.R.S. La police est informée de son hospitalisation et le 13 juillet, lors de sa visite à la préfecture pour le renouvellement de son permis de séjour, il est fouillé. Il porte un carnet d'adresses d'organisations américaines et européennes. Menacé d'expulsion s'il ne trouve pas de travail dans les 15 jours, constamment filé, il quitte la France.

Alfred Schmidt, immigrant autrichien aux U.S.A., est appelé sous les drapeaux avant d'être naturalisé américain. Il déserte et reçoit son permis de séjour en France en avril. Au quartier latin le 6 mai, ne voulant pas être pris dans les manifestations, il demande aux C.R.S. devant un pont comment traverser. Il est immédiatement arrêté. Malgré cela son permis de séjour est renouvelé. Au mois de juin il se trouve dans l'appartement d'un ami au moment où la police reconduit celui-ci à son domicile avant de l'expulser de France. Les policiers confisquent les papiers d'Alfred Schmidt et lui conseillent de quitter la France. Refusé en Suède pour des raisons administratives, il revient à Paris le 12 août pour se voir expulsé à nouveau dans les huit jours.

Dans une lettre à la presse, Warren Hamerman et Alfred Schmidt déclarent :

« De fait, nous avons été jugés coupables par amalgame et victimes d'une tentative supplémentaire de discréditer les exilés américains en France. (...) Le gouvernement et sa police ont cherché à nous faire accepter le silence comme prix de l'asile politique ; c'est un prix que nous ne voulons pas payer et que nous ne paierons pas. Il est temps de clarifier la situation. Il est temps pour le gouvernement français de dire s'il est décidé à agir en accord avec ses déclarations et ses professions de foi sur la guerre du Vietnam. »

Le gouvernement français ne dira probablement rien, mais agira certainement dans le même sens. Les insoumis et déserteurs américains en France ne doivent certainement pas trop compter sur la sympathie de leur hôte. Les signes de rapprochement entre Paris et Washington ne manquent pas. □

Comment aider les déserteurs et insoumis américains en France

Envoyez :

- Contribution par chèque à l'ordre de M. Vidal-Naquet.
- Offres de travail.
- Offres de logements gratuits.

à : M. Zuquer, 1, rue Tiron
75-Paris (4^e)

Une journée de travail

Les mandats et les chèques parviennent à la trésorerie nationale, souvent accompagnés de mots encourageants. Nous remercions ici les souscripteurs qui ont bien voulu répondre à nos premiers appels. Dans les semaines à venir, nous publierons le premier bilan de la souscription, et nous vous en entretiendrons régulièrement.

Mais disons-le nettement, le Parti dans son ensemble est loin d'avoir commencé à répondre comme il convient à une campagne aussi urgente qu'importante.

D'ici le Congrès National, un nombre considérable de manifestations du Parti vont être organisées... Journées Régionales, Rencontre nationale Jeunes, Rencontre nationale entreprises, Conférence nationale Presse, Cam-

pagne de meetings, etc. Toutes ces manifestations exigent des investissements financiers importants. Nous ne pourrions pas les réaliser, si les moyens n'en sont pas donnés au Parti.

Le tirage de Tribune augmente, mais il est loin de répondre aux possibilités. Une nouvelle formule, qui nous le souhaitons, répondra mieux à vos préoccupations et besoins. Sa réalisation ne sera pas possible, si vous ne nous en donnez pas les moyens.

Souscrivez et faites souscrire, une journée de travail. Sans tarder. Nous comptons sur vous.

Le Bureau National

C.C.P. Paris 14 020-44

Calendrier

Premiers meetings et réunions de rentrée du P.S.U.

Vendredi 11 octobre : *Chateauroux. Michel Rocard.*

Dimanche 13 octobre. Congrès fédéral de la Vendée avec *Michel Rocard.*, de la Manche avec *Marc Heurgon*, de la Haute-Savoie, avec *Jacques Malterre*. Assemblée fédérale de l'Ain, avec *Robert Chapuis*. Journée de formation de la fédération de Paris, avec *Jean-Marie Vincent*.

Mardi 15 octobre : *Brunoy, avec Marc Heurgon.*

Jeudi 17 octobre : *Rennes, avec Michel Rocard.*

Vendredi 18 octobre : *Nevers, avec Michel Rocard.*

Nancy, avec Jacques Malterre.

Blois, avec Henri Leclerc.

Week-end jeunes

● **NORD** : Du samedi 12 octobre à 14 heures à dimanche 18 heures. Lieu : Maison des Syndicats, rue Hyppolite-Bottier, 60-Compiègne. Ordre du jour : préparation des assises de Grenoble. Rapport de la région Nord. Organisation du travail régional.

● **PAYS DE LA LOIRE** : Samedi 12 octobre à 15 heures à dimanche 13 à 18 heures. Lieu : La Chaumière, Poitiers. Ordre du jour : la lutte des classes aujourd'hui. Travail en milieu jeune. Organisation du travail régional jeune. Préparation des Assises Nationales de Grenoble.

Pour tous renseignements : Lucien Lapierre, 1, rue L-Renard, Poitiers ou Service Jeunesse (81, rue Mademoiselle, Paris 15^e).

● **RHÔNE-ALPES** : Samedi 12 octobre de 9 heures à 18 heures. Lieu : Centre aéré F.F.C. à Beaunant (près de Lyon). Rencontre ouverte à tous les jeunes P.S.U. et sympathisants.

Programme : Jeunes, luttes sociales, le P.S.U. après mai.

Préparation des Assises Nationales (rapport de la région Rhône-Alpes). Organisation du travail régional. S'inscrire P.S.U. 49, Montée de la Grande-Côte, Lyon (1^{er}).

Matériel disponible

- La Conquête des pouvoirs, de Gilles Martinet 15,00 F
- La Révolution trahie de 1968 par André Barjonet 3,00 F
- Livre Noir des Journées de Mai, U.N.E.F., S.N.E. Sup. 5,00 F
(Brochure « Mai 68 », par Bridier, épuisée.)
- Décoloniser la province 6,00 F

**

- Programme Santé du P.S.U. 2,00 F
- Statuts du P.S.U. 1,00 F
- Macarons P.S.U. (le cent) 3,50 F

**

Cahiers du Centre d'Etudes Socialistes

- Initiations aux problèmes économiques (3 cahiers, par Rungis) La série 3,00 F
- N° 39-41 Initiation à la théorie économique marxiste, par Ernest Mandel .. 4,00 F
- N° 42-43 Les marxistes et la notion de l'Etat, par Henri Lefebvre 3,00 F
- N° 45-51 Intégration européenne et mouvement ouvrier (colloque) 12,80 F
- N° 64-68 L'Afrique recolonisée, par Th. Munzer et G. Laplace 5,00 F
- N° 69 Révolution culturelle et expression artistique, par Albert Marchais .. 2,00 F
- N° 72-73 L'urbanisme d'aujourd'hui, par Henri Lefebvre et Jean Ballardur .. 3,00 F
- N° 74-75 Univers concentrationnaire ou urbanisme socialiste 3,00 F
- N° 70-71 Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier (débat entre J.-M. Vincent, Ernest Mandel, Gilbert Mathieu, Bloch-Laine) 3,00 F

**

Livres des Etudes et Documentations Internationales

- La classe ouvrière et le régime gaulliste, par P. Naville 18,00 F
- Le socialisme français et le pouvoir, par Michelle Perrot et Annie Kriegel .. 11,50 F
- La révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen (V. Fay, P. Broue, A. Kriegel) 12,50 F
- Approches économiques de l'Apartheid, par Claude Glayman, Comité contre l'Apartheid « Temps Modernes » 2,00 F
- La question chinoise dans l'Internationale Communiste 16,10 F
- Pologne-Hongrie : 1956 24,50 F
- Otto Bauer et la Révolution 18,10 F
- Black Power 16,20 F
- Lénine, par Lukács 5,90 F
- L'économie politique du rentier, par Boukharine 14,50 F
- La Nouvelle Economique, par Preobrajenski (préfaces de P. Naville et E. Mandel) 17,60 F

**

Disques

- Mai 68 - 45 tours 5,00 F
- Chants cubains (lettre à Che Guevara) - 45 tours 10,00 F
- Chants populaires et révolutionnaires du Chili - 45 tours 10,00 F

(Joindre Chèque à la commande : Tribune Socialiste C.C.P. 5826 65 Paris - envoi franco. Pour tout achat direct au 54, boulevard Garibaldi, ristourne de 10 %.

C.P.N. : Résolution sur T.S.

Le Comité politique national, saisi des suggestions faites par les militants du parti sur la forme et le contenu de *Tribune Socialiste*, estime utile de définir les fonctions essentielles qui doivent être assignées à l'hebdomadaire du parti :

1) Etre un instrument de recherche, de réflexion et de dialogue sur les questions idéologiques concernant le mouvement socialiste. Dans cet esprit, il est clair que ces textes abordant des problèmes difficiles ne peuvent faire l'objet d'une simplification abusive..

2) Contribuer à l'information des militants et sympathisants sur les questions politiques, sociales, économiques et culturelles d'actualité.

3) Donner des moyens aux militants pour se situer au niveau du combat politique (argumentation mais aussi formation).

Afin d'augmenter qualitativement le contenu et la forme du journal, le Comité politique national demande à tous les camarades journalistes de bien vouloir considérer que leur action militante commence par une collaboration au journal du parti.

C'est pourquoi, le Comité politique national remercie les journalistes membres ou non du parti qui ont bien voulu apporter une collaboration efficace.

Le Comité politique national demande que la nouvelle formule du journal en cours d'élaboration soit susceptible d'encourager la vente militante heureusement relancée dès à présent, en fonction notamment de l'impératif de l'implantation dans les entreprises.

Le Comité politique national mandate les animateurs du journal d'ouvrir largement les colonnes de *Tribune Socialiste* à la libre expression de tous les courants et, afin d'assurer une discussion encore plus large à tous les niveaux du parti, décide la convocation d'une conférence nationale presse dans des délais rapprochés. □

(Résolution votée)

Oise

La Fédération de l'Oise avait organisé le 3 octobre une réunion publique sur le projet de réforme régionale avec notre camarade Ville et Jacques Malterre ; le débat fort animé a permis de rappeler les raisons de notre attachement à la création de pouvoirs régionaux et de mieux cerner les dangers du projet gaulliste. La fédération envisage de prendre des contacts pour organiser une campagne d'explication sur ce sujet.

Puy-de-Dôme

● Bilan du week-end « Jeunes » de Clermont-Ferrand, 21-22 septembre 1968.

Avec la participation d'un camarade venu de Paris pour animer ce week-end, de nombreux jeunes de Clermont et de la région étaient présents lors de cette première réunion où furent donnés des renseignements précis et où furent étudiées les positions du P.S.U. sur les problèmes présents et à venir.

Différents moyens d'action furent mis au point le dimanche 22, sur le plan régional, c'est-à-dire l'organisation des jeunes du P.S.U., le travail en commissions sur différents problèmes — ouvriers et lycéens — notamment en vue de la rencontre des jeunes de Grenoble les 1-2 et 3 novembre qui précisera la position des jeunes par rapport au socialisme à construire !

Bons de soutien

Le tirage des *Bons de soutien* à T.S. aura lieu le 1^{er} décembre. Date limite de retraits de lots : 30 décembre.

☐ Livres

Prague : la révolution étranglée

Rémy Grillault

« Ce qui est en jeu ne date pas de janvier. Cela fait des années et des années que nous cheminons dans l'ombre, nous les communistes qui ne nous étions pas résignés à la caricature qu'était devenu notre idéal. »

Cette citation de l'écrivain slovaque Mnacko, traduit parfaitement l'esprit des promoteurs du Printemps de Prague, et le climat de la capitale tchécoslovaque depuis janvier dernier jusqu'à l'invasion soviétique.

Michel Salomon, correspondant de l'Express à Prague pendant cette période, vient de publier un récit (1) de cette période, passionnant à bien des titres, et discutable à bien d'autres.

Ce qui est tout à fait remarquable dans ce vaste reportage, c'est le rapport scrupuleux des faits (dont beaucoup étaient méconnus ici), une galerie de portraits très vivants et fort bien crayonnés de tous les personnages sympathiques ou antipathiques qui ont pris des rôles de premier plan pendant toute la dernière période, des entretiens nombreux au travers desquels apparaît peu à peu la problématique du socialisme en Tchécoslovaquie qui n'était pas simple, et dont on perçoit mieux, la lecture finie, à quel point elle soulevait des enthousiasmes certes, mais aussi des difficultés.

Ce qui est beaucoup plus discutable c'est la manière dont l'auteur tire à lui les positions des uns et des autres, et notamment des dirigeants communistes tchèques, en fonction de préoccupations qui leur sont extérieures, et qui sont même extérieures à toute référence socialiste. J'ai parfois pensé en lisant ce livre, à ce journaliste ami qui constatait que dans son journal (très réactionnaire), tous les titres tendaient à présenter Dubcek, comme un champion du monde libre. « Ce qu'ils ne comprennent pas, me disait-il, c'est que Dubcek est d'abord un communiste. »

Ici se joue la tragédie, dont Michel Salomon, traduit bien des aspects. Que l'on songe à ce qu'ont pu être pour des communistes, les années de Gottwald, de Zapetocky et de Novot-

ny, où ils furent arrêtés, torturés, et condamnés à la prison ou à la déportation. Soljenitsyne en U.R.S.S. nous avait déjà dit ce qu'ont pu être les horreurs stalinienne en U.R.S.S. Salomon rend compte des camps et des prisons tchèques. La longue bataille de tortures et de souffrances, ici rapportés en des termes qui ne souffrent aucune discussion, éveillent en écho bien des souvenirs sur d'autres iniquités et d'autres tortures que nous avons avec juste raison dénoncées.

Et pourtant les propres victimes des purges stalinienne, du moins celles qui les ont traversées, sont restées fermes et sont reparties dans les luttes sociales avec une vigueur et un enthousiasme confondants. « Ce qui se passe ici, dit Josef Smorkousky, président de l'Assemblée nationale et ancien déporté, n'est pas seulement important pour la Tchécoslovaquie et le communisme, mais pour tous les hommes. Créer une société socialiste qui offre toutes les libertés individuelles, plus le maximum de justice devient notre tâche. Il faudra procéder lentement, par étapes, en tâtonnant. Nous n'avons aucun précédent, aucun exemple sur lequel nous appuyer... »

Et Goldstucker, président de l'Union des Ecrivains, d'ajouter : « Nous poursuivons simplement le processus révolutionnaire amorcé en 1948, en abordant une nouvelle phase, en passant de la dictature révolutionnaire à un régime de droit et de liberté garantis... Nous essayons de développer un contrôle effectif du pouvoir à l'intérieur de notre propre système. Depuis le début, nous avons abordé tous les problèmes, sans tabou aucun. Mais une chose n'a jamais été contestée par l'opinion publique, le caractère socialiste de notre société. »

C'est très précisément cette expérience que les bureaucrates du Kremlin ont cherché à étrangler. Et c'est son admirable histoire que Michel Salomon rapporte, en l'interprétant parfois en termes qui nous semblent peu heureux, mais en fournissant une mine d'informations, qui rendent la lecture du livre éminemment recommandable. ☐



Le forum de Prague.

A.F.P.

☐ A lire

Pour comprendre Mai

● **Cohn-Bendit** : « Le gauchisme remède à la maladie sénile du communisme ». Editions du Seuil, 270 pages.

A tout seigneur, tout honneur. Les Cohn-Bendit livrent ici leur réflexion et conseillent *in fine* au lecteur de balancer des tomates sur le film qu'il regarde. En effet pourquoi pas, mais il a plus que cela dans ce livre.

● **Georges Fouchard et Maurice Davranche** : « Enquête sur la jeunesse ». Idées-NRF, 383 pages, 5,50 francs.

Analyse et commentaire d'une enquête réalisée auprès de 4.700 jeunes avant mai. Les responsables de la rencontre de Grenoble des J.S.U. pourraient utilement y puiser.

● « **Les Temps Modernes** » de août-septembre 1968 avec des textes de Gorz, J.-M. Vincent, M. Johan, Lucio Magri, etc. « Problèmes du mouvement ouvrier ». 8,40 francs.

● « **Esprit** » avec des textes de J.-M. Domenach, J. Dumazedier, une Table Ronde de syndicalistes, etc. « La révolution suspendue », 10 francs.

● « **Sociologie du travail** », d'avril-juin, numéro spécial sur « L'action syndicale ».

Sur la réforme régionale

A tous nos lecteurs intéressés par cette question nous conseillons de se procurer, publiées sous l'égide du « Centre de Recherche de Sociologie des Organisations » les études de Pierre Gremion et J.-P. Worms.

« La mise en place des institutions régionales », « Les institutions régionales et la vie locale », « La concertation régionale, innovation ou tradition ? » Ecrire, 20, rue Geoffroy-St-Hilaire, Paris 5^e.

Sur les U.S.A.

● **Louis Hartz** : « Les enfants de l'Europe ». Editions du Seuil, 326 pages.

Une étude sur les peuplements européens hors d'Europe parmi lesquels il faut retenir les U.S.A., le Canada et l'Afrique du Sud.

● **Herman Kahn et Anthony J. Wiener** : « L'an 2000 ». Robert Laffont, 519 pages, 30 francs.

A rapprocher de l'importante étude publiée dans le n° des « Temps Modernes » indiqué ci-dessus « Révolution scientifique et impérialisme » de J.-P. Vigier et G. Waysand.

● **James Forman** : « La libération viendra d'une chose noire ». F. Maspéro, 179 pages, 8,90 francs.

L'un des leaders du S.N.C.C. en retrace l'itinéraire et analyse les liens avec la révolutions du tiers monde, notamment en Afrique.

● **Claude Julien** : « L'empire Américain ». Bernard Grasset, 416 pages, 25 francs.

Le chef du service des informations étrangères au « Monde » propose un bilan complet de « l'impérialisme américain » à la veille des élections de novembre 1968. Un livre au fait de la documentation et progressiste.

Littérature

● **Alexandre Soljenitsyne** : « Le premier cercle ». Robert Laffont. Un roman de 576 pages, 33,70 francs.

L'univers concentrationnaire stalinien est démonté dans sa logique et montré dans sa froide et banale terreur. On sort bouleversé de cette lecture d'autant que l'auteur est un très grand romancier dans la meilleure tradition des lettres russes.

● **Günter Grass** : « Les plébiens répètent l'insurrection ». Le Seuil, 172 pages.

L'auteur du « Tambour » met en scène Brecht et sa troupe répétant « Coriolan » de Shakespeare au moment de l'insurrection berlinoise du 17 juin 1953. Brecht tire Shakespeare du côté de ses thèses, mais ne s'engage pas ouvertement en faveur des insurgés de Berlin.

● **Rolf Hochhuth** : « Soldats ». Le Seuil 270 pages.

L'auteur du « Vicaire » attaque Churchill et l'accuse entre autres du « meurtre » de Sikorski (chef du gouvernement polonais en exil lors de la dernière guerre). La censure de Sa Majesté a pour l'instant empêché la représentation de cette œuvre à Londres. Pourtant avec le nouveau théâtre anglais, l'école allemande est la plus importante de ces dernières années.

(1) La Révolution Etranglée. Robert Laffont, 18 francs.

Cinéma

Une trajectoire brûlante

Jean-Luc Pouillaude

À propos des deux derniers films de Monte Hellman, « The Shooting » et « L'Ouragan de la violence », on n'a pas manqué de parler de « westerns psychologiques » ou de « surwesterns ». En admettant d'ailleurs que ces expressions aient un sens, rien n'est plus faux. Monte Hellman reste fidèle à la mythologie du western. Et précisément, dans la mesure où il la contourne pour mieux la retrouver, purifiée et neuve dans son antique naïveté et son originelle âpreté. Le récit, dont les données sont clairement énoncées au départ, est progressivement réduit à une épure. La course poursuite de « The Shooting » ainsi que la lutte des fuyards de « L'Ouragan » prennent très vite l'allure d'une trajectoire impeccable et implacable, que rien ne saurait détourner de la fatalité qui l'anime.

Non seulement la narrativité traditionnelle est brisée, mais la fameuse psychologie manichéiste du western est délibérément abandonnée. Des personnages, on ne sait pratiquement rien. Imposant à ses acteurs une sobriété qui va jusqu'à la rigidité et l'inexpression (Waren Oates dans « The Shooting », Millie Perkins dans « L'Ouragan »), Hellman les réduit à n'être qu'eux-mêmes, c'est-à-dire une suite d'actes. Il retrouve la pesanteur élémentaire des gestes du western : gestes viciaux (boire à une gourde), techniques (seller un cheval), d'attaque ou de défense (de l'érection du revolver au coup de feu). Gestes mis à nu, dépouillés des artifices psychologiques qu'on y greffe habituellement.

Après avoir atteint sa quasi-perfection avec Ford, Hawks, Mann, le western est un genre mort. Désormais, il ne reste plus que deux directions (la voie classique étant close) : le baroque (Aldrich, Penn) et le réa-

lisme poétique (Peckinpah, Hellman). L'audace de ce dernier est celle des créateurs. Il ne cherche pas à dépoussiérer ou à ressusciter le genre, il le réinvente. Se refusant à considérer la mythologie de l'Ouest et la stricte codification de l'action comme des postulats indispensables, posés en a priori du récit, il ne les réintroduit pas malgré lui, mais les retrouve avec une désinvolture concertée, fondées cette fois dans l'évidence première des mythes. Jusque dans ses défauts (ellipses, images télescopées), « The Shooting » — et ce, plus que « L'Ouragan » où les stéréotypes sont volontairement accusés —, baigne dans un tel climat de doute et d'ambiguïté qu'on en vient à se demander si finalement il s'agit bien d'un western, tant on demeure fasciné par cet autre chose qui est visé : peut-être l'obsession de la mort.

Monte Hellman nous introduit au seuil d'un cinéma du comportement en dégageant une gestualité de la violence. Ses films vibrent d'une rigoureuse tension. Jamais la caméra ne s'abandonne à la contemplation sereine du paysage comme chez Ford ou chez Mann, jamais elle ne s'éloigne de la rectitude de sa trajectoire forcenée, allant jusqu'à épouser la lourdeur monotone de la plaine et des montagnes. Fuite devant soi, vaine et sans but, où se perdent des personnages (mais peut-on encore parler de personnages?) taciturnes et crispés. Fuite qui exige un achèvement — ou un parachèvement — tragique, pour s'ouvrir, béante, sur la mort. Cette quête absurde trouve son sens au terme de ce long voyage au bout de la mort. Aux derniers coups de feu, lorsque s'éteint le fracas des armes, succède l'image brûlante d'un soleil plombé. Un vide aveuglant. □



A.D.N.P.

les thèmes de la révolution nationale, chers au maréchal, avec ceux du bien-être gaulliste, tels que le général-président peut les vanter auprès de son faire valoir — le triste Michel Droit — au faux coin du feu de la télévision.

Maurice Chevalier d'une certaine manière, c'est le bon peuple comme la droite l'aime. Bon enfant, gaillard mais fondamentalement respectueux. C'est le peuple qui commence toujours ses phrases par « M'sieurs Dames » Celui qui a le sens des convenances qui sait se tenir à sa place, mais qui est voyez-vous, si vaillant et si courageux, qu'on est parfois content de lui dire merci, et de l'applaudir quand il s'exerce dans l'art facile de la chansonnette.

C'était et c'est tout cela Chevalier. Avec tout ce que cela peut avoir d'irritant et de déplaisant.

Mais c'est aussi un métier tellement merveilleux, fait de tant de sincérité et de précision mêlées, que soudain toute l'armature critique tombe, au détour d'un refrain, dans trois pas de danse esquissés, dans l'irréprochable tenue de scène où l'effort n'est jamais apparent. Maurice Chevalier, un monument que l'on aime fréquenter.

D'aucuns ont beaucoup insisté sur la performance de l'octogénaire. Lourdemment. Au point de faire croire que c'est là qu'était l'intérêt. Dans la prouesse de l'âge.

Pour moi, j'ai vu, un Monsieur, au sommet de son métier. Sachant jouer de toute une salle avec une incroyable complicité. Lui imposant comme de chefs-d'œuvre, des couplets pas toujours bien taillés. Parfait de dignité, y compris dans la bouffonnerie, ou la mélancolie d'un vieil air soudain rappelé.

Que Chevalier ne soit pas tombé dans la rétrospective, qu'il puisse encore tout oser, en gardant ou en forçant la sympathie de son public, voilà qui n'est pas courant, et qui mérite un coup de chapeau. Nous n'avons guère de témoins d'une autre époque qui puissent éveiller encore tant de sympathie. Peut-être parce qu'il est resté populaire, même si l'image de ce populaire-là n'est pas la nôtre. La vérité d'un comportement reste toujours touchante, surtout quand l'art qui le valorise est aussi prestigieux. □

(1) Tous les soirs à Bobino, rue de la Gaîté.

(2) Récital jusqu'au 20 octobre au Théâtre des Champs-Élysées.

Variétés

Visite à un monument

Marc Echeverry

Il était dans l'ordre des choses de rendre compte en premier du tour de chant de Juliette Gréco. Elle est à proprement parler superbe (1). Ironique, poétique, truculente. Oui truculente. L'histoire de l'après-guerre du music-hall français, retiendra la création d'un personnage — celui de Juliette Gréco — construit à l'envers de tout ce qui s'est fait dans le monde des variétés depuis des années et des années. Partie d'une réflexion quelque peu désabusée, snobinarde, sophistiquée, à proprement parler impossible il y

a quelques années, elle s'est depuis transformée. Totalement, et de l'intérieur. Et le résultat est un véritable enchantement. Sur lequel nous ne manquons pas de revenir, puisque ses triomphes sont aujourd'hui assurés, et que nous ne cesserons de revoir Juliette Gréco.

Mais l'événement de la semaine, c'est d'abord Maurice Chevalier (2). Nous n'y allions pas sans réticences. « Valentine » nous semblait loin très loin. « Ma pomme » démagogique. Quant à « la chanson du maçon », elle rassemblait dans notre esprit,

A écouter

● Ernest Chausson - Concert pour piano violon et quatuor à cordes. Né entre Fauré et Debussy, élève de César Franck, Ernest Chausson confortable bourgeois et grand amateur d'art mourut à la fin du siècle dernier d'un accident de bicyclette. Musicien amateur, il composa peu, privilégiant la musique de chambre et les formes symphoniques. Écrit autour de 1890, le concert en ré est une des œuvres majeures de la musique française d'après

1850. Christian Ferras, Pierre Barbizet et le quatuor Parennin en proposent une interprétation exemplaire d'où l'on détachera le troisième mouvement d'une gravité tragique avec laquelle on ne saurait triquer.

Sur un poème de Charles Cros, la « Chanson perpétuelle », par quoi commence le disque, est un inédit bienvenu aidant à mieux connaître un musicien rare. (1 x 30 cm, Pathé Marconi, CVB 2117).

Théâtre

Comment défendre les jeunes auteurs ?

Dominique Nores

En France, les jeunes auteurs dramatiques n'ont plus, depuis dix ans, aucune chance d'être joués, ou s'ils le sont une fois, de l'être deux. Cette situation ne s'avoue pas. On préfère dire qu'il n'y a pas de pièces et accueillir en traduction les auteurs des pays voisins. Il faudra pourtant un jour regarder la réalité. Si les conditions économiques du spectacle avaient été en 1950 celles d'aujourd'hui, nous ne connaîtrions ni Ionesco ni Beckett parce que leurs œuvres n'auraient pas été représentées.

C'est pourquoi l'entreprise de François Perrot qui ouvre, rue Fontaine, son Théâtre-Studio, fascine et inquiète. Peut-il, tout seul, ressusciter l'aventure des petits théâtres qui, jouant à peu de frais, ont été dans l'immédiat après-guerre, d'étonnants foyers de création ? Pour qu'un public curieux, cherchant un contact avec l'invention dramatique vienne à lui, François Perrot entend ajuster le prix des places, même si cela est mal compatible avec le coût élevé de toute représentation depuis que les acteurs, sur les instructions de leur syndicat, ne jouent plus « au pourcentage » ; il remplacera les décors coûteux par le jeu des lumières. Surtout, dans une pauvreté acceptée, il voudrait monter beaucoup de pièces, dont certaines continueraient leur carrière ailleurs, les monter bien.

La Nuit, de Jeannine Worms, profite de cette qualité voulue du travail. Martha est plongée dans la nuit. Quand elle retrouve les formes du monde visible, elle refuse de les re-

connaître : accepterait-elle, en effet, le point de vue des autres — ce monde est le sien —, ils auraient tôt fait de la renfermer dans une petite vie, où elle aurait un nom, une maison, un horaire prévu d'avance. Edith Scob joue cet être qui projette en avant de lui des fantasmes comme autant de moyens de fuite, mais se cogne sans cesse à la réalité. Le travail du plateau ne permet pas de dire si, pour le metteur en scène, le mari et l'amant de Martha sont des projections de son esprit qui donne une forme à la cruauté mentale et à l'impuissance dont elle croit être la victime, ou des personnages réels. (Ces rôles, en porte-à-faux constant, sont tenus — au sens fort du terme — par François Perrot et Jean-Pierre Miquel). Mais, par delà le rêve de claustration, ce que la mise en scène d'Alberto Cavalcanti suggère, ce sont les empêchements de la vie véritable : toutes portes ouvertes, Martha est enfermée dans l'existence bourgeoise, fondée sur le mariage bourgeois, dont le corrélatif banal est l'adultère. Ses rêves de fuite eux-mêmes ne sont que la réplique élargie de la vie qu'elle refuse. Son mari voudrait la tenir dans cet environnement des maisons hollandaises, dont les peintres ont fixé l'image : image d'un monde en ordre, d'un monde qui ne bouge pas. Mais, comme les bois cirés, l'esprit de Martha est plein de reflets, par où, faute de pouvoir se libérer vraiment, elle échappe. C'est sans doute dans l'expression de ces reflets que Jeannine Worms a trouvé son meilleur langage. □

Les petites fleurs bleues

Claude Glayman

Pour présenter sa dernière pièce, l'auteur britannique de « Racines » et de « La cuisine » s'inscrit en faux contre les fréquentes affirmations selon lesquelles « les souffrances de l'individu ne présentent aucun intérêt, dans une société où les vraies tragédies de l'homme sont inextricablement liées à son environnement social... ». Arnold Wesker est socialiste et ses œuvres précédentes le confirmaient par la révélation sociale à laquelle elles parvenaient avec un très fort talent. Lorsque l'on affiche de telles préoccupations, vouloir « parler d'amour » n'a rien d'insensé. Malheureusement,

il faut bien avouer que « Les quatre saisons » sont loin d'entraîner notre conviction. Et il faut se demander les raisons d'un échec théâtral, sinon commercial !

L'entreprise est périlleuse que de faire tenir la scène durant la soirée aux deux protagonistes d'un couple. Plusieurs voies sont possibles que Wesker aborde toutes un peu, sans jamais aller au terme de l'esquisse. Ou bien les amants ont un passé et un présent qui accrochent en raison même de l'intérêt des personnages, comme dans un roman par exemple. Ici, ce n'est pas le cas, l'auteur n'a pas évité la banalité. Ou bien on



Arnold Wesker

tombe dans le psychologisme, dans l'affrontement au sein du couple ; mais alors, après tant d'autres il faut avoir quelque chose de nouveau à dire et ne pas se suffire de sentences courantes effleurant la surface des êtres, à moins de parier sur le déchirement entre l'homme et la femme comme chez Albee, ou sur la dissection à la Proust, ce qu'écarte Weber

non sans raison mais sans le remplacer.

Ou bien enfin la poésie prend le dessus, et le langage devient décisif, oscillant entre le cosmique et le sensuel comme chez Claudel par exemple ; mais Wesker semble à court d'une telle inspiration, au-delà même d'une traduction assez peu inventive. Résultat la pièce se traîne et ne nous attache par aucun côté.

De plus, le choix de Claude Régy comme metteur en scène et de Nicole Courcel et de Claude Rich pour interprètes aggrave les défauts de la pièce. Il y a chez Régy un penchant pour le « théâtre bourgeois » qui pour d'autres auteurs britanniques ou pour Pirandello est visité par un certain goût du baroque et du théâtre de boulevard correspondant avec bonheur à l'un des aspects de l'œuvre présentée. Avec Wesker il n'y a plus que cela, Rich fait « l'enfant terrible » avec métier certes mais sans chaleur réelle ; Nicole Courcel tombe, il faut bien en convenir, dans le pathos et la banalité, prouvant une fois de plus qu'avoir une personnalité ne suffit pas pour tenir la scène.

Il reste que le public couvert de fourrures et de bijoux qui se presse rue de la Gaîté ira bailler avec suffisance devant deux « vedettes » et un amour dont il se fout comme de l'an quarante. De Régy on pouvait mieux attendre et malgré les faiblesses de sa pièce, Wesker méritait mieux. Attendons « Racines » que le TOP doit monter dans quelques mois. □

« Les quatre saisons » d'A. Wesker, Théâtre Montparnasse-G. Baty. Tél. : 326.89.90.

Musique

Requiem pour Mexico

Bernard Sizaïre

Notre Dame un soir... Les voix se déploient librement dans l'espace doucement illuminé, montent dans la nef, s'accordent aux voûtes, épousant les plus fines inflexions de la pierre. Voix toujours humaines, dépourvues de cette sécheresse que studios et salles de concerts imposent aux meilleures chorales. Discrète et ferme, la trompette de Maurice André leur répond.

Avec Josquin des Prés, dont Philippe Caillard crée le bref et très beau Requiem, le miracle est bien prêt de se produire. Pendant qu'on mitraille à Mexico, je glisse avec un public recueilli dans le piège de la beauté. Paradoxalement, la grandeur et la noblesse des lieux me ramènent à la réalité. Malgré la foule qui y piétine et bourdonne pendant l'entracte, la cathédrale est un grand

vaisseau vidé de l'âme active et collective qui l'habitait au temps des Mystères et des Passions. Cette foule émue qui l'emplit ne retrouvera-t-elle pas en sortant ses tristes habitudes, ses lâches intrigues, ses peurs et et pâles ambitions ? A quoi bon Josquin des Prés, Scarlatti et les merveilleuses voix de la chorale Philippe Caillard, s'ils ne peuvent contribuer à changer durablement l'homme ? Mais que serait l'homme sans eux ? □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Au feu, les pompiers
(Tch. V.O.)

Perspectives syndicales

La C.G.T. reprend l'initiative

André Barjonet

Sans revenir sur les articles de Jacques Malterre et Christophe Fetet qui, chacun à sa manière, abordaient quelques uns des problèmes du syndicalisme actuel, nous voudrions insister aujourd'hui sur certains aspects des luttes en cours (1).

Tout d'abord, une constatation s'impose : la C.G.T. cherche actuellement à s'affirmer de nouveau comme l'organisation la plus combative de la classe ouvrière.

Quelles que soient les raisons — faciles à deviner — d'une telle attitude nous ne pouvons que nous en réjouir.

Personne, en effet, ne peut contester que le patronat redouble d'efforts pour annihiler dans les plus brefs délais les avantages obtenus à Grenelle et que, d'autre part, le Gouvernement s'efforce, par la « participation », de porter de nouveaux coups aux droits syndicaux.

Dans ces conditions, il est clair que la poursuite et le développement de l'action revendicative, même classique, demeurent indispensables.

Pour sauvegarder les avantages obtenus lors des accords de Grenelle la C.G.T. met avec force l'accent sur l'échelle mobile des salaires. Sans doute on peut déplorer que la C.G.T. « exige » l'échelle mobile au moment où le front social est provisoirement calme alors qu'elle en a abandonné le préalable lorsque dix millions de travailleurs étaient en grève... Mais il ne s'agit pas de revenir sans cesse sur le passé : *en elle-même la revendication de l'échelle mobile est valable et peut être à l'origine de luttes d'un type nouveau.*

En effet, nous ne pensons pas que le Gouvernement et le Pa-

tronat soient aujourd'hui le moins du monde disposés à faire droit à cette revendication sur le plan national : c'est donc sur la base de l'entreprise que la lutte pour l'échelle mobile doit être développée chaque fois que le rapport des forces est favorable.

Rappelons que depuis longtemps déjà à la Régie Renault les salaires étaient régulièrement réexaminés en fonction de l'évolution du coût de la vie calculé d'après l'indice national des prix et les budgets-types syndicaux : ce n'était pas, loin s'en faut, l'échelle mobile mais c'était tout de même un moyen non négligeable de sauvegarder en partie le pouvoir d'achat des salaires. En s'inspirant de ce précédent et en l'améliorant il serait sans doute possible d'imposer à chaque direction d'entreprise la révision des salaires dès que la hausse des prix dépasserait un certain taux, même très faible (1 % par exemple). Naturellement, il faudrait imposer du même coup que l'évolution des prix soit mesurée au moyen d'indices dérivés des budgets-types syndicaux ou, mieux encore, au moyen de la prise en considération des prix de quelques produits et services essentiels *contrôlés directement par les travailleurs eux-mêmes*. Même si de tels « indices » n'étaient que peu scientifiques (les indices officiels ne le sont guère plus pour les initiés !) ils auraient l'énorme avantage d'habituer les travailleurs à un contrôle collectif et de les faire participer ainsi, même de façon embryonnaire, aux mécanismes de décision de la politique des salaires.

Bien entendu, ces actions à l'intérieur de chaque entreprise ne s'opposent en rien à la campagne nationale que développe la C.G.T. : tout au contraire, c'est seulement dans la mesure où un certain nombre de succès signifi-

catifs auront été obtenus dans quelques entreprises représentatives que cette campagne pourra se développer sur des bases réelles et ne restera pas du domaine de la seule « propagande ».

En ce qui concerne le droit syndical à l'entreprise il est — au contraire — normal d'agir d'abord (ce qui ne veut pas dire exclusivement) en direction du Gouvernement. Dans ce cas, il s'agit en effet, selon l'expression de Karl Marx, d'ériger une barrière légale infranchissable — à condition, certes, de la maintenir par la lutte — aux empiètements du capital.

Mais, pour être valable, cette lutte doit être menée dans la plus complète clarté : on a trop souvent, à notre avis, confondu la lutte pour la reconnaissance légale des sections et sous-sections syndicales d'entreprise avec la lutte pour les libertés syndicales. Or, il faut prendre garde que la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise peut être la meilleure ou la pire des choses suivant les dispositions légales qui seront adoptées. On sait que Force Ouvrière n'a jamais fait sienne cette revendication dans la mesure où elle redoute qu'elle ne facilite la création de « syndicats-maisons ». Il faut reconnaître qu'il y a là un danger évident : pour l'instant M. Couve de Murville qui est encore, comme l'écrivait Jacques Malterre, « très novice en la matière » semble s'orienter vers la lutte anti-syndicale. Mais il n'est pas sûr du tout que cette orientation se maintienne. Il est, au contraire, probable que le Gouvernement essaiera, une fois de plus, d'« intégrer » les syndicats. La reconnaissance de la section et de la sous-section syndicale peut être un des aspects de cette intégration, le « syndicat » apparaissant alors comme le meilleur écran possible entre la masse des travailleurs et les directions patronales.

Aussi pensons-nous que l'accent doit être mis, avant tout, sur les *libertés* syndicales à l'entreprise, en entendant par là non seulement le libre exercice du droit syndical proprement dit

mais encore le libre exercice de toutes les *libertés ouvrières*, qu'il s'agisse des comités d'entreprise, des délégués du personnel ou, le cas échéant, de comités de grève (inter-syndicaux ou non) ou de comités d'action quelle qu'en soit la forme.

Ainsi comprise la lutte pour les libertés syndicales peut devenir un facteur extrêmement important de mobilisation des masses qui se sentiront, alors, directement concernées.

En résumé, nous estimons qu'à la suite des événements de mai-juin 1968 les grandes centrales syndicales et, plus spécialement, la C.G.T. ont été conduites à réviser en partie leur attitude et à adopter des mots d'ordre tenant mieux compte de la réalité et des aspirations profondes de la classe ouvrière.

Ce serait, par conséquent, une faute de ne pas reconnaître cette évolution et, à plus forte raison, de la combattre. Mais cette évolution n'aura de chance de sortir du domaine des intentions et de la parole qu'à la condition de donner aux mots d'ordre trop généraux de la C.G.T. le contenu concret qui leur fait encore défaut.

En agissant de la sorte, les militants qui veulent voir sortir le syndicalisme de l'ornière permettront l'élaboration de revendications qui, tout en restant « classiques », favoriseront néanmoins la transition vers les revendications nouvelles, qualitatives et, notamment, celles des pouvoirs ouvriers dans l'entreprise.

Correspondant à la période de transition que nous vivons actuellement, ces « revendications de transition » permettront elles-mêmes de passer plus rapidement à des objectifs plus offensifs dès que la situation le permettra de nouveau : cette situation sera elle-même d'autant plus vite favorable que nous aurons su nous y préparer sans attendre. □

(1) Voir le précédent numéro de « Tribune Socialiste ».